

# Le libertaire

Administration : HENRI DELECOURT  
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)  
Chèque postal : Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN  
123, rue Montmartre, Paris (2°)

ABONNEMENTS	
FRANCE	ETRANGER
Un an ..... 80 fr.	Un an ..... 112 fr.
Six mois ..... 40 fr.	Six mois ..... 56 fr.
Trois mois ..... 20 fr.	Trois mois ..... 28 fr.
Chèque postal : Delecourt 691-12	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

## L'usure des partis politiques

Les réactionnaires et les communistes, coalisés contre le gouvernement sincèrement démocratique qui est en ce moment au Pouvoir, annoncent chaque matin le « Grand Soir ».

Par des informations forgées de toutes pièces, par des excitations aussi folles que criminelles, ils s'efforcent de déterminer une panique.

Pendant combien de temps encore le gouvernement de M. Herriot va-t-il rester inerte devant ces machinations ?

Qu'attend-il pour dire les fermes paroles qui rassureront l'opinion ?

Qu'attend-il pour sévir contre les fabricants de fausses nouvelles et pour disperser ces factions qui s'organisent ouvertement contre le régime ?

S'il n'est pas suffisamment armé, qu'attend-il pour demander à la Chambre d'énergiques moyens de répression ?

Le pays veut l'ordre, le pays veut pouvoir travailler et se refaire en paix.

Tous ceux qui prêchent la guerre civile et la préparation sont des ennemis publics qu'il faut énergiquement traiter comme tels.

« La Presse Herriotiste ».

J'ai tenu à placer sous les yeux du lecteur le texte de cette sorte de manifeste publié, il y a deux ou trois jours, par le *Quotidien*, organe plus ou moins officiel du ministère Herriot et que fait sien, depuis, toute la presse du Carrel des Gauches.

J'ai mis en regard de ce texte celui que, dans les mêmes conjonctures, — c'est-à-dire violemment attaqué et menacé dans son existence par les factions de droite et de gauche — ne manquerait pas de faire publier par les journaux à sa dévotion le groupe Poincariste, si le sinistre Poincaré reprenait le pouvoir.

Le nommé Pierre Bertrand, qui réside en chef le *Quotidien* et qui, à ce titre, est comme le chef d'orchestre dirigeant cet appel à la répression, a récidivé le lendemain.

« N'y a-t-il plus de lois contre les menées séditionnelles ? »

« N'y a-t-il plus de juges pour appliquer les lois ? »

Et il somme le gouvernement d'étouffer les menées fascistes. (Le *Quotidien* du 20 décembre 1924.)

Cette confrontation des deux textes, dont les termes se confondent, a pour but de rendre une fois de plus évidente la vérité de cette affirmation dont, depuis un demi-siècle, les anarchistes ont administré la preuve, à savoir que :

Une fois au Pouvoir, tous les partis politiques usent, pour s'y maintenir, des mêmes méthodes de gouvernement et, dans la pratique, des mêmes procédés.

Sous prétexte de défendre, ceux-ci la Patrie, ceux-là l'Ordre, les uns la République, les autres la Démocratie, les uns et les autres se font adresser par les valets de plume qui leur sont acquis, les mises en demeure d'usage.

« Le gouvernement qu'attend-il pour étouffer ceci et réprimer cela ? »

« Le Président du Conseil va-t-il rester inerte devant telles machinations ? »

« Si le Ministère n'est pas suffisamment armé, qu'il le dise ! »

« Le pays veut la paix intérieure et ceux qui prêchent la guerre civile sont des ennemis publics, qu'il faut énergiquement traiter comme tels ! »

Voilà bientôt cinquante ans que j'entends cette musique, je veux dire cet appel à la loi et au gendarme ?

J'ai entendu ce refrain à l'époque de l'Ordre moral. Je l'ai entendu durant les vingt années que gouverna l'opportunisme des Gambetta, des Spuller, des Dupuy, des Rouvier et des Cavaignac.

Sous le règne des Floquet, des Goblet, des Waldeck-Rousseau, des Barthou, des Sarrien, des Briand, des Viviani, des Leygues, des Monis, des Poincaré, de tous les chefs de groupe et de Parti, je l'ai, encore et toujours, entendu.

Le parti Herriot le joue aujourd'hui sur le filre gouvernemental.

C'est, après tout, logique. Gouverner, c'est gouverner et il n'y a pas deux moyens de le faire, il n'y en a qu'un : par le gendarme.

Ge qui est beaucoup moins logique, ce qui ne l'est même pas du tout, c'est

Les partis d'extrême-droite et d'extrême-gauche, coalisés contre le gouvernement sincèrement patriote et républicain qui est en ce moment au Pouvoir, annoncent chaque matin la *Catastrophe*.

Par des informations forgées de toutes pièces, par des excitations aussi folles que criminelles, ils s'efforcent de déterminer une panique.

Pendant combien de temps encore le gouvernement de M. Poincaré va-t-il rester inerte devant ces machinations ?

Qu'attend-il pour dire les fermes paroles qui rassureront l'opinion ?

Qu'attend-il pour sévir contre les fabricants de fausses nouvelles et pour disperser ces factions qui s'organisent ouvertement contre le régime ?

S'il n'est pas suffisamment armé, qu'attend-il pour demander à la Chambre d'énergiques moyens de répression ?

Le pays veut l'ordre. Le pays veut pouvoir travailler et se refaire en paix.

Tous ceux qui prêchent la guerre civile et la préparation sont des ennemis publics qu'il faut énergiquement traiter comme tels.

« La Presse Poincariste ».

tous ces saltimbanques, le Pays, dont ces banquistes ont plein la bouche se laissent encore prendre à ces comédies, sur la valeur desquelles ils devraient être, et depuis longtemps, définitivement fixés.

Il est vrai que lorsque le peuple verra clair dans le jeu des partis et des gouvernants, ce sera, pour ceux-ci, fini de rire.

Nous n'en sommes pas encore là. Mais patience : cela viendra.

Je dirai même que cela vient à grands pas.

Ce qui, historiquement, marque notre époque, c'est en effet l'usure rapide et certaine des partis politiques qui se succèdent au Pouvoir.

Encore deux partis à vider : le Parti Socialiste et le Parti Communiste.

Et puis, ce sera la débâcle des gouvernements, la mort des Etats : l'Anarchie.

Encore quelques tours de roue et ce sera chose faite.

Je suis trop vieux pour assister à ce réjouissant spectacle.

Mais de penser que nos jeunes camarades le verront cela me suffit.

SEBASTIEN FAURE.

### LE FAIT DU JOUR

#### 87.000 francs par an !

M. Frank Hodges, ex-lord civil de l'Amirauté (ministre de la Marine) du Cabinet travailliste Mac Donald, annonce, à grand renfort de publicité, qu'il va reprendre son travail à la mine.

Pauvre diable ! Et comme nous le plaindrons... si nous ne sentions tout le chiqué d'une telle comédie.

Heureusement qu'il a la ferme espoir d'être réélu secrétaire à la Fédération des Mineurs. Et dame ! ça rapporte gros, plus gros que de manier le pic du mineur. Le traitement est de 1.000 livres sterling par an. Au cours du jour (87 francs la livre), cela fait du 87.000 francs par an.

Comme le monsieur a déjà plusieurs années de fonction, sans compter quelques mois d'appointments comme ministre, et sans faire mention des « retours du bâton », il doit avoir un bon petit magot placé dans les banques, ou quelques propriétés dont il s'est rendu acquéreur.

Allons, le métier de grand chef des organisations ouvrières ultra-réformistes a du bon. Et comme on comprend très bien que ces messieurs ne sont pas partisans de la révolution, ils ont fait la leur. Que faut-il de plus ?

Voilà où mène l'action purement corporative, l'habitude de discipline imposée aux ouvriers ! Voilà où mène le centralisme outrancier !

Et voilà pourquoi nous sommes ici partisans d'un syndicalisme autonome, où l'initiative populaire se donnera libre cours, au lieu d'être étouffée par une nouvelle caste de parasites.

### POUR NOEL

Jeudi prochain, à l'occasion de Noël, le Libertaire sera consacré, en grande partie, à la propagande antireligieuse.

Articles de Sébastien Faure, Colomer, G. Bastien, etc...

Ce premier numéro spécial inaugurera une série de numéros de propagande que nous ferons paraître de temps à autre.

Prière aux amis d'en prendre bonne note et d'en profiter, pour aider à la diffusion du journal.

## Muesham libéré

Le poète Erich Muesham, qui vient d'être libéré par les autorités bavaroises, est arrivé hier à Berlin. Il a été reçu à la gare par une foule nombreuse de ses amis.

Une manifestation s'organisa et la police eut beaucoup de peine à disperser la foule, à la tête de laquelle étaient plusieurs leaders révolutionnaires.

Nous nous réjouissons de cette libération, hélas ! trop tardive.

Nos camarades se souviennent du rôle courageux qu'avait joué Muesham au cours des tentatives de soulèvement en Bavière.

D'esprit beaucoup plus libertaire que communiste, Muesham est l'auteur de poèmes vibrants, dont nous avons donné des extraits à plusieurs reprises.

### L'HOMME EN MORCEAUX DU QUAI JEMMAPES

## Hypothèses et dénonciations

Les gens qui aiment à jouer les policiers ceux que le début de la guerre a vu atteints d'espionnisme, ceux qui sont toujours prêts à épier le voisin et à le dénoncer, s'en donnent à cœur joie.

Ils ont, dans le quartier de la Villette, une excellente occasion d'assouvir leur basse rancune.

Le commissaire de police de ce quartier est depuis le macabre trouvaille du quai Jemmapes littéralement inondé d'indications et de dénonciations.

Et celui qui prouve la bassesse générale des expéditeurs de ces missives, c'est que la plupart ont été reconnues dénuées de fondement.

Deux auraient été retenues. L'une signale qu'une personne habitant près des Buttes-Chaumont, serait rentrée chez lui, le soir du crime et serait ressorti pendant la nuit porteur d'un ballot volumineux.

L'autre déclare qu'un garçon boucher de mauvaise réputation aurait été vu à la station du métro Bolivar, menaçant de mort un homme avec lequel il se disputait.

On avait pu croire un moment que la victime était un contrôleur de théâtre M. Henri Robert, 50 ans, 18, rue Affre, dont les mœurs assez équivoques faisaient un complot de nombreux arabes.

Mais, d'après le docteur Paul, le cadavre est celui d'un homme plutôt jeune et blond. D'autre part, le contrôleur a disparu le 28 octobre et le crime a été commis le soir du 18 décembre.

Le mystère reste donc entier.

## Londres sera-t-il aujourd'hui sans lumière ?

Les ouvriers des centrales électriques de Brompton et de Kensington menacent de se mettre en grève demain à 3 heures si la direction ne renvoie pas deux ouvriers qui n'ont pas payé leur cotisation à leur trade-union.

D'autre part, les délégués des ouvriers de toutes les industries et stations électriques de la capitale se réunissent dans la soirée afin d'envisager l'éventualité d'une grève générale de toutes les usines de distribution électrique de Londres, par solidarité avec les ouvriers de Brompton et de Kensington.

### POUR RASSURER LE CLIENT

## Herriot « laisse » devant les journalistes étrangers

Herriot, pour rassurer les réactionnaires de France et ne pas trop faire de peine à son ami Léon, a consenti à prendre d'abord au sérieux le « péril bolcheviste ». Expulsions d'étrangers, perquisitions à Bobigny, grands discours anti-communistes à la Chambre, Zim-boum-boum ! ça bardait...

Mais la Liberté et ses sœurs en fascisme ont embotté le pas, à un tel point que l'étranger ne s'embarquait plus pour la France. Le client fuyait. Il fallait le rassurer.

Et Herriot convalescent, l'homme à la pipe a fait appeler hier soir dans sa chambre les représentants de la presse étrangère. Il leur a tenu un long « laïus » qui s'acheva par ces mots :

« J'ai dit à vos confrères français que le gouvernement saurait réprimer avec la dernière énergie toute tentative de désordre qui viendrait à se produire, mais j'ai la très ferme conviction qu'il ne s'en produira pas. »

« Dites bien à vos concitoyens que la France, que Paris travaillent dans la tranquillité la plus absolue. Ils sont peu nombreux, ceux qui se sont laissés prendre à un péril purement imaginaire. Vous êtes les témoins journaliers des efforts de notre pays qui veut se reconstruire dans la paix : c'est là, vous le savez, la très ferme volonté de notre démocratie. Ne laissez pas propager des nouvelles mensongères et tendancieuses : aidez-nous, par votre témoignage, à les détruire, non pas seulement dans l'intérêt de mon pays, mais dans l'intérêt de la vérité. »

« Vous savez que je travaille à la pacification générale, c'est une œuvre qui intéresse toutes les nations du monde, je vous demande de me donner pour cette œuvre tout votre concours. »

Si, après ça les milliardaires américains qui commanditent la France ne sont pas rassurés — c'est qu'ils seront vraiment difficiles...

## CHEZ LES FAISEURS DE LOIS

## A quelle sauce manger les indigènes coloniaux

Hier, à la Chambre, on a discuté sur le budget des colonies. Bien entendu, pour ces messieurs — qu'ils soient de droite ou de gauche — tout va pour le mieux en Indochine ou à Madagascar. Pourvu que le nègre ou le jaune paie, tout va bien. Cependant, il arrive que, parfois, l'indigène la trouve mauvaise et se révolte. C'est pourquoi M. Archimbaud, rapporteur, voudrait qu'on y allât avec plus d'habileté :

« L'ensemble des contributions apparentes a passé de 24 millions à 34 millions. »

« Mais si l'on tient compte des charges occultes, on s'aperçoit que la seule Indochine paie 90 millions. D'accord avec la Commission des Colonies et le groupe colonial, je dis que c'est trop. »

« On a dit qu'il ne faut pas, en surchargeant les colonies, donner des armes aux indigènes communistes. J'estime, quant à moi, qu'il n'y a pas de communistes aux colonies. »

« M. Outrey. — Vous avez tort. »

« M. le rapporteur. — Il y a aux colonies des dangers plus immédiats que le communisme. »

« Je ne crois pas que les noirs de l'A. O. F., les Malachés ou les Annamites aient le Marx. Mais on trouve dans nos colonies des mécontents, des néo-nationalistes, qu'on qualifie à tort de communistes, et à qui il ne faut pas permettre de dire que la France prélève un tribut. »

« Le jour où vous exigerez des colonies une contribution trop forte, ne les autoriserez-vous pas à discuter des effectifs militaires que vous leur envoyez, à dire qu'un ou deux généraux de division, au lieu de sept, leur suffiraient, et que cinq médecins à cinq galons, c'est trop ? »

« Quand elles auront le droit de voter leur budget, elles pourront modifier leur tarif douanier, et vous savez que sur bien des points les intérêts de l'Indochine et ceux de la France, en matière de douane, sont opposés. »

« M. Berthon. — Que faites-vous du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ? »

« M. le rapporteur. — Les habitants de l'Indochine savent que lorsque nous sommes venus, la population y était pressurée par le mandarin. Aujourd'hui, les indigènes connaissent la paix française. Nous les avons soignés, guéris, instruits... »

« M. Berthon. — ...et fait tuer. »

Un peu plus tard, le colloque reprend entre le rapporteur et André Berthon. C'est au sujet de la comparaison que fait M. Archimbaud entre le régime colonial allemand et le régime colonial français.

« L'Allemagne, qui a perdu toutes ses colonies, a l'ambition de les reprendre. »

« M. Berthon. — Ce qui peut nous amener une nouvelle guerre. »

« M. le rapporteur. — Le 17 septembre dernier, s'est réuni pour la quatrième fois depuis la guerre, dans la grande salle de l'Université de Berlin, le Congrès colonial allemand, où tous les orateurs ont réclamé le retour à l'Allemagne de ses anciennes colonies, et une résolution en ce sens a été votée à l'unanimité. »

« Ce Congrès a été approuvé par les hauts personnages officiels : le ministre des Affaires étrangères s'est déclaré d'accord avec ses organisateurs. »

« M. Berthon. — C'est la thèse de tous les impérialismes, qu'ils soient italiens, anglais, français ou allemand, avec cette différence que l'Allemagne a un excès de population, alors que nous n'avons pas même assez de main-d'œuvre pour notre métropole. »

« M. le rapporteur. — Votre conclusion est-elle qu'il faut rendre ces colonies à l'Allemagne ? »

« M. Berthon. — Non ! Mais que les peuples doivent avoir le droit de disposer d'eux-mêmes, et qu'à l'heure actuelle toute l'entreprise coloniale est une entreprise d'exploitation capitaliste. »

M. Archimbaud n'en demande pas tant, lui, qui va jusqu'à déclarer, à un certain moment : « J'estime que M. Sarraut a été un grand ministre des Colonies. »

Cependant, il doit avouer certaines injustices trop criantes, comme celle-ci :

« Si à l'heure actuelle les soldats français font dix-huit mois, les soldats indigènes font trois ans. »

« Ne croyez-vous pas que la différence soit un peu grande ? Les uns font un service chez eux, dans l'intérêt de la défense de leur patrie, les autres, nègres, Malgaches, Annamites, quittent pendant trois ans leur femme, et parfois leurs enfants, car beaucoup se marient jeunes, pour être envoyés sous des cieux inclements défendre un pays qui n'est pas le leur. Je fais appel à votre bon cœur et à votre esprit de justice et je suis convaincu que vous vous efforcerez de remédier à cette situation. »

Un certain monsieur Outrey prétend parler au nom des Indochinois. Il a du culot... car, en Indochine, les indigènes n'ont pas droit au vote.

Berthon proteste contre une telle participation.

« M. Berthon. — M. Outrey se souvient certainement que, dans la dernière législature, la Commission des colonies a voté le principe de la représentation indigène au

Parlement : trouve-t-il équitable qu'une toute petite fraction soit représentée par lui, alors que d'immenses territoires n'ont pas de représentants ; que M. Diagne représente les communes libres du Sénégal, alors que l'ensemble de l'A. O. F. n'a pas de représentants ; que Madagascar même n'ait aucun représentant ? (Applaudissements.) Il serait peut-être temps de faire aboutir cette réforme. (Applaudissements.) »

Pour faire diversion, le cupide Outrey veut agiter l'épouvantail bolcheviste aux colonies.

Renaud Jean s'écrie : « Parlez-nous plutôt des dividendes que vous avez touchés ! »

Mais Outrey tient à placer son discours sur la vague bolcheviste qui, selon lui, « va déferler jusqu'à l'Indochine, la Birmanie et l'Inde ». Et l'ignoble exploiteur d'indigènes se plaint que le gouvernement ne s'efforce pas contre un certain nombre d'indigènes.

Moulet remet les choses au point :

« Dans la colonie où quelques milliers de Français sont noyés au milieu de millions d'indigènes, des déclarations du genre : celles que vient de faire M. Outrey provoquent des paniques qui ne sont pas sans conséquences. On en appelle à la politique de force, des cours martiales sont réunies et, après une caricature de jugement, on exécute ou on déporte les indigènes condamnés. »

« Depuis près de vingt ans, nous sommes intervenus dans une série d'affaires de cet ordre. En 1906, notamment, Francis de Pressensé porta à la tribune l'affaire Pham-Chau-Trinh, et c'est moi qui eus l'honneur de préparer le dossier. »

« Quand cette intervention n'aurait eu pour effet que d'entraîner la réforme complète du système judiciaire en Indochine, elle aurait au moins contribué à mieux faire comprendre la France aux indigènes. »

« Phan-Chau-Trinh était un petit mandarin qui, dans la *Revue de l'Ecole Française* en Extrême-Orient, nous avait reproché de prendre comme mandarins nos anciens boys et nos anciens interprètes. »

« Il fut arrêté sur le territoire d'une concession et livré à ces mêmes mandarins qu'il avait attaqués. Ils le condamnèrent à mort. »

« Nous nous honorons d'avoir sauvé Phan-Chau-Trinh. Et, avec lui, c'est par centaines que nous avons sauvé des indigènes condamnés dans des conditions analogues ou menacés de périr au bagne de Poulo-Condor. (Applaudissements à l'extrême gauche et à droite.) »

« Les responsables des condamnations prononcées par les cours martiales sont aujourd'hui munis de grasses prébendes aux distilleries ou à la banque de l'Indochine. Pourtant, leurs actes ont été de nature à nous faire perdre nos colonies plus sûrement que n'importe quelle propagande bolcheviste. Et leur haine n'a pas désarmé. »

« En 1914, sur la dénonciation d'un fonctionnaire colonial, on appliqua le carnet B à M. Phan-Chau-Trinh et à M. Phan-Van-Truong, mon confrère à la Cour d'appel de Paris. Tandis que j'étais mobilisé, l'après-midi ils avaient été arrêtés et traduits devant la justice militaire devant laquelle, l'époque, l'instruction était secrète. J'envoyai lettre sur lettre et n'obtus aucun résultat. »

« A ce moment, je fus élu député. Je vins trouver M. Viviani, et M. Viviani exigea que les dossiers me fussent communiqués. Ils furent trouvés vides. On objecta que les véritables dossiers étaient en Indochine. Telle est, en effet, l'objection courante : on gagne ainsi le temps que demande l'échange des courriers. »

« On fit venir le dossier sur lequel avait été prononcée autrefois la condamnation à mort. Il contenait cette phrase : « Quand donc pourrions-nous célébrer aussi notre fête du 14 juillet, notre fête vraiment républicaine ? »

« Ces deux hommes sont restés douze mois en prison et leur affaire s'est terminée par un non-lieu. »

Outrey répond que Moulet est, en désaccord à ce sujet avec tous les ministres des colonies. Il fait état d'une lettre que Moulet a écrit le 20 novembre dernier à l'actuel ministre : M. Deland.

Moulet s'indigne, et le ministre des colonies demande à Outrey : « Comment, par qui et par quels moyens avez-vous cette lettre entre vos mains ? »

Outrey se dérobe à la question.

### LES SCANDALES DE LA GUADELOUPE

M. Diagne dénonce les scandales de la Guadeloupe. Il montre en Candace et en Jocelyn-Robert des aventuriers de la pire espèce, qui font régner la terreur à la Guadeloupe.

M. Jocelyn-Robert ne représentait qu'un clan : c'était un partisan, et c'est à la suite de cette situation que, le 11 mai dernier, les bureaux de vote ont été cernés par la troupe, occupés par les amis de M. Candace, et qui, sans électeurs, son colistier et lui ont obtenu une moyenne de 19.000 voix.

J'ai ici une déclaration prouvant qu'on s'est servi de mitrailleuses pour barrer les voies donnant accès aux bureaux de vote : partout où la troupe est intervenue, M. Candace a eu la majorité : partout ailleurs, M. Boisenot a eu neuf dixièmes des voix.

« On est même allé plus loin : la loi déclare que les cartes d'électeur doivent



être distribuées à domicile et qu'elles se-  
ront délivrées à tous ceux qui ne les auront  
pas reçues le matin du vote dans les sec-  
tions. A la Guadeloupe, on n'a distribué à  
domicile aucune carte et on n'a autorisé  
les électeurs à pénétrer dans la salle de  
vote que s'ils pouvaient présenter leur  
carte d'électeur.

Des faits analogues se sont produits à la  
Martinique et à la Guadeloupe.

Candace essaie de se justifier. Ses expli-  
cations embarrassées n'arrivent pas à le  
blanchir. Ce nègre a la conscience aussi  
noire que la peau, noire du sang de ses  
frères qu'il a fait verser de 1914 à 1919,  
tandis qu'il faisait la guerre dans les cou-  
loirs de la Chambre, comme rapporteur  
général de la Commission supérieure des  
prisonniers de guerre et de la Commission  
des sucres et rhums coloniaux...

La suite de ces suggestifs débats à  
domicile.

L'ANTIPARLEMENTAIRE.

## Organisation et Liberté

Sous ce titre, le camarade Bertoni, dans  
le *Réveil*, en réponse à l'article que j'ai fait  
paraître il y a quelque temps dans le *Li-  
bertaire*, m'attribue des intentions que je  
n'ai jamais eues ni exprimées.

Soutenir que la liberté est incompatible  
avec l'anarchie quand nous savons qu'anar-  
chie est synonyme de liberté me semble  
faux, ridicule, idiot, mais j'ai toujours sou-  
tenu le contraire, c'est-à-dire que l'anar-  
chie trouve sa manifestation pratique dans  
la seule liberté que permet l'organisation  
elle-même, et, en dehors de cette réalité  
tangible, toute proclamation anarchiste m'a  
toujours paru — non à tort — mauvaise  
pour la cause anarchiste. Bertoni est mal  
prévenu contre l'organisation anarchiste à  
base de cartes qui, selon lui, ne pourra ob-  
tenir aucun résultat pratique. Libre à lui,  
mais je réplique et je précise.

Je soutiens, il y a quelque temps, dans les  
colonnes de ce journal, que l'organisation  
anarchiste comme l'ont soutenue et la sou-  
tiennent les vieux camarades, si nous de-  
vions l'évaluer par les résultats obtenus, a  
miserablement failli, et Bertoni lui-même,  
si je suis libre le *Réveil*, a été quelquefois  
contraint de constater que le déficit du  
journal augmentait, que les groupes exis-  
taient plus en nom qu'en fait, etc...

Et tout cela, pourquoi ?

Parce qu'on n'est pas très anarchiste,  
diront certains.

Tel est le résultat pratique de l'organi-  
sation anarchiste sans un « lien pratique »,  
selon moi, de cette belle organisation spon-  
tannée, comme la floraison des forêts au  
printemps, de ce genre d'organisation dont  
l'Italie anarchiste était si fière, si orgueil-  
leuse aux temps troubles de l'après-guerre.

Une Union anarchiste avec près de dix-  
sept mille adhérents, plusieurs centaines de  
groupes. Mais où donc est passé tout ce  
matériel de combat ?

Hélas, on ne le sait que trop !  
L'adhésion à l'Union anarchiste française  
— comme à l'Union anarchiste française  
il y a quelques années — se faisait avec  
un bulletin qui n'avait aucun caractère de  
sérieux. Contre un tel genre d'organisation,  
chaque conscience anarchiste doit se ré-  
volter.

Il va de soi que les groupes, ainsi cons-  
titués, ne pouvaient atteindre qu'un résul-  
tat pitoyable, qu'ils ont fatalement trouvé.

Si cette espèce d'organisation a failli aux  
buts qu'elle s'était fixés comment devons-  
nous opérer pour la réorganisation de notre  
mouvement ? Certains disent que celui-  
ci est catholique par nature et par doctrine.

D'autres disent qu'on ne pouvait pas mieux  
organiser que cela, c'est-à-dire mieux que  
ce qui a toujours amené le désastre moral  
et matériel. C'est justement à ceux-ci que je  
m'adresse, car, à part quelques divergen-  
ces, nous avons certaines affinités.

Nous sommes en grand nombre à sentir  
la nécessité de changer de système d'organi-  
sation. Au système employé jusqu'à ce  
jour, nous voulons substituer celui de la  
carte comme base fondamentale.

La carte nous semble bonne parce qu'elle  
présente les avantages suivants :

1° Elle lie et garantit le lien moral des  
adhérents au groupe, du groupe à la Fédé-  
ration et à l'Union ;

2° Cette carte, donnée sous la respon-  
sabilité morale du groupe, évitera l'adhésion  
inconnue d'un mauvais élément ;

3° La carte, en dehors des avantages mor-  
aux, aura l'avantage matériel de faire ren-  
trer ces fonds de solidarité et de propa-  
gande qui sont indispensables et que tant de  
camarades oublient si facilement.

Il est ridicule de supposer que la carte  
crée les hiérarchies, le parti et jusqu'à la  
dictature.

Malgré de telles insinuations, soyez sûr,  
Bertoni, que les compagnons agiront avec  
détermination de telle sorte, que les buts que  
nous nous sommes fixés soient opposés à  
ceux d'un parti autoritaire quel qu'il soit ;  
par conséquent, notre système d'organisation  
diffère complètement de ceux des partis  
politiques. Aucun organisme central, au-  
cune hiérarchie, mais coordination et colla-  
boration fraternelles : voilà l'organisation  
à laquelle nous aspirons.

L'organisation dans laquelle chaque  
membre est tête opérante et pensante, sans  
égéries, sans pasteurs, pour le développe-  
ment et le sérieux de notre mouvement.

Je crois que le sérieux du mouvement éli-  
minera les « impédiments », les snobs de  
l'anarchisme.

Nous manquons d'une organisation sé-  
rieuse, apte à affronter les événements quo-  
tidien, nous manquons d'un programme  
qui puisse aller à la masse et l'intéresser.  
Tout le problème est là.

VIOLA.

JEUNESSE ANARCHISTE

## Grande fête de propagande

le mercredi 24 décembre, à 20 h. 30

33, rue de la Grange-aux-Belles  
(Métro : Lancry ou Combat)

Une belle soirée, avec le concours des  
camarades Boyette, Janney, Line de Tar-  
bes, Duk, Géo Robert, Hochmann, L. Lo-  
réal, Dornano, Sénès, Corot, Brubach,  
G. Cordoin, etc., qui interpréteront des œu-  
vres révolutionnaires.

Grande tombola littéraire au profit du *Li-  
bertaire* ; nombreux lots. Le billet : 0 fr. 50.  
A minuit, grand bal, avec orchestre.  
Prix du Concert : 3 francs ; du Bal :  
2 francs.

Buffet chaud et froid.

IL FAUT LES REINTEGRER !

## Un retard à St-Lazare

Je m'en allais à Asnières, au Comité  
d'Unité syndicale, le cœur à l'aise. En at-  
tendant que le train démarre, je mis le nez  
à la portière. Qu'est-ce que je vois ?

Je vois Besnard, l'autonome, réintégré,  
un drapeau rouge — oui, rouge — à une  
main, et le sifflet à l'autre main.

Je vois Bidegaray le confédéré, réinté-  
gré aussi, en cette bleue de mécanicien, sur  
la locomotive.

Je vois Julienne l'unitaire, réintégré éga-  
lement, en sous-chef de gare sur le quai.

Je vois... que l'heure du départ est pas-  
sée et que les trois réintégrés regardent du  
côté de la chaîne comme s'ils attendaient  
quelqu'un.

Je vois... que les voyageurs s'impatientent.  
Une cellule d'abonnés se constitue  
spontanément comme un syndicat de la  
championnière moscovite, et un mouve-  
ment de masse se produit vers le sous-chef  
unitaire.

Explications. Les trois réintégrés ont  
formé un comité d'action pour la réintégra-  
tion totale, et ils ont lancé le mot d'ordre de  
la grève sur le tas tant que Monmousseau  
ne sera pas réintégré, lui aussi, dans l'em-  
ploi qu'il occupait : l'examen des boîtes à  
graisse.

Le public proteste contre le retard. Un  
inspecteur arrive. C'est Lacarrère, réinté-  
gré itou.

Les quatre réintégrés délibèrent laborieu-  
sement. Un temps. Lacarrère donne enfin  
l'ordre de départ, Julienne le répète, Bes-  
nard agite le drapeau rouge et donne un  
coup de sifflet. Bidegaray répond par le  
cri de la sirène et lâche la vapeur. Le train  
s'ébranle...

Que s'était-il donc passé ? Tout simple-  
ment ceci : les quatre réintégrés ont appris  
que Gaston de Foie ne tient pas du tout à  
être réintégré, car le biberon de la Grange  
alimentaire est bien plus nutritif que la  
graisse pourtant consistante des essieux du  
réseau Etat.

Et voilà pourquoi le Comité d'action pour  
la réintégration des cheminots, gare Saint-  
Lazare, ne peut pas faire réintégrer ceux  
des révoqués qui ne veulent pas reprendre  
le collier de misère. La réintégration, c'est  
bon pour ceux qui ne savent pas se dé-  
brouiller. L'ancien jaune continue à « se  
sacrifier » comme en 1910.

Et voilà pourquoi le 779 est dix minutes  
de retard au départ à cause du citoyen  
Yellow, et huit minutes seulement à l'arri-  
vée, grâce au mécanicien qui rattrapa une  
petite partie du temps perdu.

Au dépôt d'Asnières, l'on entendit Bide-  
garay grommeler : « C'est toujours à  
cause de ce c...là qu'on a du retard ! »

SAINT-DICAT.

## Le Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme

Le Congrès national annuel de la Ligue  
des Droits de l'Homme aura lieu à Mar-  
seille, salle du Brébat Marseillais, les 27,  
28 et 29 décembre.

1° La justice électorale (rapporteur : M.  
Ferdinand Buisson, président de la Ligue).

2° La justice fiscale (rapporteur : M. Ro-  
ger Picard, agrégé des Facultés de Droit,  
membre du Comité central de la Ligue).

3° Les problèmes de l'Afrique du Nord  
(rapporteur : M. Moutet, député, membre  
du Comité central de la Ligue).

## Victime du militarisme

Jean-Baptiste Lelong, vient de mourir à  
Marçay-en-Barcaul. Il avait été, en 1915, in-  
toxiqué par une nappe de gaz. Depuis, il  
avait traîné une existence lamentable pour  
en finir par là.

Allez, polius, défendre la propriété de  
vos exploiters. Et vous, électeurs, allez  
consolider le régime étatiste. La mort seule  
vous en récompensera.

Le jour de vos obsèques, la prétraille  
en tête, une députation d'anciens P.C.D.F.,  
ainsi que l'harmonie municipale, viendra  
accompagner vos dépouilles, ayant toujours  
un faible pour l'exploitation des cadavres.

A bas les profiteurs de la mort.

Henri MIGNON,  
du Groupe de Marçay-en-Barcaul.

## L'IDEAL

Certains camarades ne savent que dire :  
« Les idéaux sociaux sont aussi difficiles  
à réaliser que ceux de l'amour ! Rien n'est  
plus vain que l'idéal ! »

Faut-il donc, pour cela, vivre comme «  
bête, sans idéal ? » Il nous semble pourtant  
que l'idéal doit être l'unique raison de l'exis-  
tence d'un homme ! Un homme, fort de  
corps et d'esprit, doit, dans la vie, avoir  
un but vers lequel tendent ses efforts !

L'homme n'est pas seulement fait pour  
vivre, sur la terre, une vie simple et bornée  
de travailleur. Il doit lutter de toutes ses  
forces pour rendre sa vie meilleure, pour  
augmenter son bonheur ! L'homme, dans  
la vie, doit rechercher son « mieux-être » !

Il doit défendre ses droits ! Car, des  
droits, il en a ! Il a le droit de vivre libre  
sur la terre libre, de jouir des fruits de  
son travail et le droit indiscutable de dis-  
poser de soi-même. Pour défendre ce der-  
nier droit, qui est le plus précieux, l'hom-  
me doit combattre de toutes ses forces le  
militarisme qui est le symbole le plus vi-  
vant de l'esclavage et de la dictature de  
l'argent !

L'idéal est vain ? Oui, peut-être... si on  
ne fait jamais rien pour le réaliser, si on  
ne passe jamais aux actes, si on ne se met  
jamais à l'œuvre ! Et notre idéal restera  
vain, camarades, n'en doutons pas, jus-  
qu'au jour de la Révolution !

Maurice et Mireille BEAUDIMENT.  
Sennaciulo

Le numéro 12 de l'organe hebdomadaire des  
espérantistes d'avant-garde vient de paraître.  
Au sommaire : La kolonigo de Germanio.  
Je kio oni ne els'paras : La vivkondejo en  
Loando ; La francaj s'latatj espezoj por 1925 ;  
Naci-regna dislimigo de Centra Azio ; Tra la  
Klasbatalo ; La viva ponto al Oriento ; Voko al  
la jularulo ; Inter ni ! Grava anketo ; Alvoko  
al la esperantista liberecamaro ; Dek jarojn en  
Persio ; L. T. P.

Sennaciulo est en vente à la Librairie Sociale,  
9, rue Louis-Blanc, Paris (10<sup>e</sup>).

## Aux petits soldats de Bretagne

En songeant au passé, à Draveil-Vigneux,  
Villeneuve-Saint-Georges, le Havre, etc.,  
où le gouvernement a fait abattre par ses  
défenseurs de nobles travailleurs qui ré-  
clamaient leurs droits à la vie, je dédie ce  
petit texte à ceux qui, aujourd'hui ou  
demain, seront appelés par le Bloc des  
Gauches à défendre les potentats de Bre-  
tagne et à abattre les ouvriers qui récla-  
ment leur dû. — Qu'ils méditent sur leur  
attitude.

Sous la pluie fine qui pénétrait leurs  
capotes et les glaçait jusqu'aux moelles, les  
soldats de la compagnie de piquet gar-  
daient, depuis l'aube, les issues de l'usine.  
Le ciel gris de plomb de cette sombre  
matinée d'hiver enveloppait les choses et  
les gens d'un suaire de mélancolie, attris-  
fait les cœurs et renfrognait les visages.

Un lourd malaise pesait sur ces jeunes  
hommes, mécontents et honteux de la vi-  
taine Lesogne à laquelle on les employait,  
encore qu'une large rasade d'eau-de-vie  
leur eût été distribuée pour leur mettre  
« du cœur au ventre ». Clandestinement,  
en pleine nuit, comme des chacals aux  
allures féroces, une centaine de jaunes  
s'étaient introduits dans l'usine, sous la  
protection des batonnets de l'armée.

Et c'était pour protéger ces lâches qui,  
par le concours de leur venlerie, prolon-  
geaient la résistance du capitalisme exploi-  
teur c'était pour défendre ces traîtres  
contre le juste courroux de leurs frères de  
misère que Martin et ses camarades pata-  
geaient depuis de longues heures dans la  
boue, l'arme au pied.

Parmi ceux qui barraient la route devant  
l'entrée principale, Martin, plus que tout  
autre, demeurait sombre et pensif ; il était  
du pays et comptait des amis, des parents  
dans les rangs des grévistes dont le nom-  
bre grossissait d'instant en instant en face  
de lui.

Martin, jusqu'à son incorporation, avait  
vécu à peu près en dehors de toute action  
syndicale ; esprit simple, il avait vu d'un  
œil indifférent la poussée du syndicalisme  
dans cette région laborieuse, aujourd'hui  
consciente de ses droits.

Ce n'était pas que son âme fût insen-  
sible aux souffrances de ses compagnons  
de travail et de lutte, ni son intelligence  
inaccessible à l'exposé de leurs légitimes  
revendications, mais son égote in-  
conscient évitait avec soin les heurts et les  
complications de l'existence. Il s'éloignait  
sincèrement quand son frère, un apôtre  
ardent du syndicalisme, s'efforçait de se-  
couter autour de lui les indifférences cou-  
pables, et doucement il s'éloignait en  
souriant.

Les patrons citaient comme un « mo-  
dèle » cet ouvrier qui ne se plaignait  
jamais. Il fut de suite, au régiment, ce  
qu'on appelle communément « un bon  
soldat », non pas qu'il éprouvât pour le  
métier des armes un enthousiasme exa-  
géré... Oh ! non ! mais sa nature passive  
s'était bien vite ployée à la discipline de  
fer de la caserne.

Et voilà que la confiance qu'avaient ses  
chefs en son aveugle obéissance lui valait de  
faire partie de la troupe de répression.

Et voilà qu'on le plaçait aujourd'hui, les  
armes à la main, en face de ces travail-  
leurs, dont hier encore il partageait la vie  
de labeur et de souffrance. Au fils du peu-  
ple on donnait l'ordre d'éliminer brutale-  
ment la voix gênante de ce peuple las enfin  
d'être exploité et réclamant son droit à la  
vie.

Où, Martin, plus qu'aucun autre, de-  
meurait sombre et pensif.

C'est qu'en son cerveau, ce matin-là, un  
travail de libération s'accomplissait. Tout  
ce qu'il y avait en lui de loyauté et d'hon-  
nêteté natives se révoltait à la fin, et son  
regard triste et désabusé semblait adre-  
sser un muet reproche au capitaine qui  
commandait, celui-là même qui, tout à  
l'heure, avait gorgé d'alcool ses cama-  
rades.

L'air hautain, l'œil dur sous son mono-  
cle, l'officier tortillait nerveusement sa  
moustache, une moue de mépris plissait  
ses lèvres quand son regard s'arrêtait sur  
le flot grossissant et grondant des gré-  
vistes.

Fils d'un riche industriel, il détestait  
d'instinct ce peuple en révolte contre la  
classe capitaliste, et son autoritarisme  
s'irritait de cette longue attente, l'arme au  
pied, blâmable à ses yeux comme une  
faiblesse.

Une sonnerie brève de clairons a fait  
sursauter les hommes ; un commissaire  
de police bredouille les sommations d'usage  
qui se perdent dans les murmures de la  
foule.

Maintenant, la parole est au fusil.  
Allons, petit soldat, pourquoi trembles-tu ?  
Du nerf, que diable ! tu vas faire, sur la  
peau de tes frères, la vanne de la  
massacre !

« Feu de salve à blanc ! », commande le  
capitaine.

« Joue... feu ! »

Mal assurée, la salve déchire l'air. Une  
clameur de stupéfaction, puis une explosion  
de colère saluent cette inutile provocation. Des  
pierres sifflent dans l'espace ; l'une d'elles  
déchire la joue de l'officier, qui rugit de  
colère. « Chargez à balle, cette fois, et  
balayez cette racaille. Joue... feu ! »

Des cris de douleur et de rage... un  
recul épouvanté de la foule qui découvre  
des corps étendus sanglants sur le sol...  
Puis un grand silence.

Quelques lâches, affolés, ont tiré dans le  
tas ; les autres (Martin est du nombre) ont  
tiré en l'air.

Soudain, un chant sonore s'élève des  
profondeurs de cette vie humaine : aux  
accords poignants de l'*Internationale*, la  
foule des prolétaires s'est mise en marche,  
et telle une vague gigantesque, roule vers  
le peloton d'exécution, offrant au plomb  
meurtrier des poitrines découvertes.

Au premier rang, Martin, les yeux  
diatés d'horreur, a reconnu son frère.

Le flot envahissant s'approche et va  
s'abattre sur la petite troupe. « Non de Dieu !  
hurle le capitaine, blême de fureur et de  
peur, je brûle la cervelle au premier qui  
tire en l'air ! Feu à volonté !... Point à  
viser : le ventre ! Commencez le feu !... »

Mais l'ordre de mort expire en un râle  
d'agonie.

« Commencez le feu !... »

D'un élan soudain de tout son être,  
Martin a bondi sur l'officier. « ... »

Et tandis que des sous-officiers le terras-  
sent et l'étranglent, Martin jette en un défi  
ce cri de libération : « Vive la grève ! »

G. ROUSSEL,  
du S. U. B.

## Un fléau indochinois

### LE CHETTY

Il est un fléau, excessivement redoutable  
par les ravages qui sont son œuvre, qui  
sévit dans toute son intensité en Cochin-  
chine. Il ne donne pas la mort, ce qui le  
rend encore bien plus féroce ; il laisse vi-  
vre, mais il sème dans son sillage la pau-  
vreté, le malheur et les ruines.

Etendant son champ d'action, dirigeant  
de ci de là ses tentacules, il a fait son ap-  
parition au Tonkin. Encore quelques années,  
et nous n'aurons, nous Tonkinois, plus rien  
à envier aux Saïgonnais. Il s'agit du prêt  
d'argent par les Chettys.

Le Chetty pourrait être dénommé le mar-  
chand d'argent. Il prête à caisse ouverte,  
attendait le client qu'il se propose de dé-  
pouiller. Comment ? De la façon la plus  
simple, qui le met d'ailleurs à l'abri de  
toute poursuite. Avez-vous besoin de mille  
piastres ? Vous vous rendez chez le ban-  
quier noir ou jaune (car il en est aussi de  
jaunes), vous lui faites part de vos déboi-  
res.

Il s'agit de votre sort... Il « marche ».  
Vous voilà satisfait. Quel brave type, pen-  
sez-vous ? Passons aux conditions : c'est  
pas malin — 30 pour cent d'intérêt et la  
somme à rembourser par mensualités,  
dans 10 ou 12 mois au maximum ! Vous  
vous récriez ? C'est à prendre ou à laisser...  
Et ma foi, je conviens que le Chetty a rai-  
son. Il rend service, c'est à lui d'imposer  
ses conditions. L'argent vous est indispen-  
sable, il vous le faut d'extrême urgence. A  
votre tour, vous « marchez ». Immédiate-  
ment, papier timbré. Vous croyez, peut-  
être, que le taux usuraire auquel l'argent  
vous a été prêté figurera sur votre recon-  
naissance de dette ! Ce serait, pour le Chetty,  
le n'est pas homme à tomber si facilement  
dans le panneau. Et voici le discours qu'il  
vous tient : « 1.000 p. à 30 pour cent = 300  
p. d'intérêt pour un an. Donc, je vous ren-  
drez d'abord ces 300 p., je vous en verse  
700 et vous me souscrivez un billet de  
1.000. »

Dans ce cas évidemment, si une mention  
d'intérêt figure sur le papier, c'est le taux  
conventionnel fixé par la loi : 12 pour cent.  
Vous apposez votre signature et le tour est  
joué. Si vous tenez absolument à avoir  
1.000 piastres, soyez sans crainte, le Chetty  
vous les donnera, mais, toujours en bon  
mathématicien, il ne s'oubliera pas.

Il faut reconnaître que fort peu de Fran-  
çais ont recours au Chetty. Son principal  
client est l'Annamite. Celui-ci emprunte  
avec une facilité déconcertante ; il s'enga-  
ge par écrit à tout ce que lui est demandé,  
soustrait sans surveillance à toutes les con-  
ditions qui lui sont dictées, sans jamais se  
demander s'il pourra y satisfaire. Il est à  
un tel point insouciant que le Chetty, ban-  
quier reboteur par excellence, est sûr de ren-  
trer toujours dans ses fonds avec des béné-  
fices qui doublent, triplent... ou décuplent  
la somme prêtée.

D'une intransigence que rien n'apitoie,  
ce rapace s'empresse, à la première défail-  
lance du débiteur, de lui intenter une ac-  
tion en justice ; il n'est nullement gêné dans  
les entournures pour cela, car il a soin de  
s'assurer le concours des meilleurs avocats  
de la ville. Aussi va-t-il de l'avant, sans hé-  
sitation, sûr d'avoir raison. D'ailleurs, il  
entoure ses prêts de garanties qui n'élève-  
nt même pas un instant la méfiance de  
l'indigène.

Tout d'abord, la somme effectivement  
prêtée est toujours inférieure au montant  
de la reconnaissance. Le Chetty se paie,  
Puis, il faut que l'emprunteur présente un  
ou deux garants qui signent eux aussi,  
après que l'usurier les a acceptés sur ren-  
seignements fournis par un service de con-  
tinueux admirablement bien organisé. Les  
petits fonctionnaires et les indigènes aisés  
ne sont jamais déçus. C'est là une garan-  
tie de plus pour le prêteur, car, en justice,  
les garants étant condamnés conjointement  
et solidairement il est toujours à peu près  
certain d'être désintéressé.

Mais où la situation s'aggrave pour l'em-  
prunteur, c'est lorsque, pour une raison  
parfois indépendante de sa volonté, il ne  
peut, au jour fixé, verser à son féroce  
créancier la mensualité prévue. Il est alors  
condamné, en même temps que ses ga-  
rants, à payer, outre les frais de justice,  
des intérêts à 12 pour cent par an, taux qui  
ne peut être dépassé. Voyez note à solder.

J'ai sous les yeux une copie de jugement  
rendu, il y a quelques mois, contre un débi-  
teur et ses garants. La somme due s'élève  
à 64 p. N'ayant pu continuer (car le prêt  
initial est de 80 p.), conformément aux ter-  
mes du billet souscrit, à faire ses verse-  
ments au Chetty, les indigènes ont été con-  
damnés à payer les intérêts, soit 1 pour  
cent par mois, à compter du jour où le dé-  
biteur a cessé ses remboursements partiels  
et cela sans préjudice des dépens qui, à  
eux seuls, s'élèvent dans ce procès à la  
somme de 59 p. 92.

Voici donc déjà, sans les intérêts, 123 p.  
92 à payer pour une dette de 64 p., somme  
à laquelle il convient d'ajouter, pour cha-  
cun des trois indigènes condamnés, 9 p. 46  
pour signification du jugement, feuille dou-  
ble contenant quelques lignes à mots exa-  
gérément espacés, mais qui n'en coûtent  
moins près de 10 dollars ! Il est évident  
que le pauvre diable, qui n'a déjà pas les  
possibilités de verser 10 p. par mois, sera  
bien autrement incapable d'en verser 133,  
presque sans délai. Conséquence fatale :  
saisie ou contrainte par corps, c'est-à-dire  
une, deux ou trois familles plongées dans  
le dénuement le plus complet !...

Si l'on considère ce jugement, on ne peut  
que s'élever contre l'exagération des frais  
de justice. C'est la seule remarque admis-  
sible. Mais ce qui est regrettable, c'est que  
le Chetty soit tacitement encouragé par  
dame Thémis. Dans cette lutte il y a un désé-  
quilibre quant aux moyens. D'un côté, l'em-  
prunteur imprévoyant et sans défense,  
ayant un besoin urgent de fonds et espé-  
rant pouvoir satisfaire aux conditions de  
remboursement qu'il a acceptées, mais  
condamné aussi sur la bonne volonté du pré-  
teur dans le cas où des difficultés se pré-  
senteraient au moment des échéances.

Donc, d'un côté l'emprunteur et le garant  
qui, quelquefois, échange sa signature contre  
quelques piastres, mais aussi, souvent,  
vent obliger un ami, ignorant presque tou-  
jours la terrible responsabilité qu'il en-  
doque de l'autre, le Chetty, inexorable, rap-  
pace, prudent, s'entourant de toutes les  
garanties possibles, assurant à ses prêts le  
plus fort rendement, qui n'hésite pas à

payer très cher les avocats qui — et c'est  
logique — défendent avec dévouement ses  
intérêts, qui enfin, n'accepte comme ga-  
rants que des indigènes ayant des biens au  
soleil. Dans ces conditions, comment s'é-  
tonner, lorsque conflit il y a, que celui-ci  
dévore ceux-là ? Il ne pourrait en être au-  
trement.

On ne peut donc nier que le Chetty fait ici  
œuvre anti-sociale. Loin de procurer du  
bonheur, il ne vit que des detresses qu'il  
accumule sous ses échelles. Il pratique l'usure  
sur une très vaste échelle, mais il tourne la  
loi et se met à l'abri d'un juste répression.  
Cela, on le sait, et cependant, lorsqu'il en  
appelle à la Justice française, celle-ci s'em-  
presse de lui donner raison.

L'ARGUS INDOCHINOIS

## En avant pour l'Unité

Tel est un des mots d'ordre du Parti des  
masses et repris en cœur par les millions  
de la C. G. T. U.

Seulement, il y a un seulement, l'unité  
ne doit pas se faire en dehors du P. C.  
Malheur aux naïfs qui se laissent prendre  
à cette chanson, vont dans les meetings  
organisés à cet effet avec le vague espoir  
d'exposer leur point de vue ; ils sont de  
suite rappelés aux tristes réalités de  
l'existence par les hurlements des fana-  
tiques léninistes.

Ceci n'est rien, il y a mieux !  
A Puteaux, quelques groupements de  
petits bourgeois ayant organisé une réu-  
nion pour l'amnistie, eurent le lendemain,  
la désagréable surprise de voir accoler sur  
leurs affiches des papillons dont le texte  
suit :

LA CELLULE DE PUTEAUX  
DONNE  
L'ORDRE FORMEL  
DE NE PAS Y ASSISTER

Comme je vous le disais plus haut,  
l'unité est en marche.

Evidemment, rien ne pourra empêcher  
les purs de déclarer que le texte est faux,  
même si nous en publions la photographie.  
Tout en se tenant prêts, si cela devenait  
nécessaire, à déclarer que le papillon est  
authentique.

D'ailleurs, pourquoi se gêneraient-ils ?  
D'Hambourg à Londres, de Londres à  
Paris et de Paris à Moscou, ne sont-ils pas  
devenus maîtres en machiavélisme ?



# A travers le Monde

## ANGI ETERRE

### L'ENQUETE DES TRAVAILLISTES EN RUSSIE

La délégation des Irades-Unions qui revient de Russie a publié un bref communiqué qui souleva bien des commentaires dans la presse britannique.

Avant de tirer une conclusion, il faut attendre le rapport complet de la délégation, qui ne sera publié que dans quelques jours. En tous cas, ce qui ressort de l'esprit de la note, c'est que la délégation a été favorablement impressionnée de la situation en Russie, par rapport à celle de 1920.

Il est évident que la Russie se stabilise économiquement petit à petit et que la situation s'améliore de jour en jour, mais il ne faut pas oublier que les travaillistes anglais sont des réformistes et qu'ils n'ont pas regardé la Russie en révolutionnaires.

Il faut néanmoins attendre que l'exposé complet soit fourni pour se faire une opinion impartiale de la situation économique et sociale de la Russie actuelle.

## ÉTATS-UNIS

### UNE GREVE DE MINEURS AUX ETATS-UNIS

Cent cinquante mille mineurs de Scranton (Pennsylvanie) menacent de se mettre en grève. Si cette grève se déclenchait, New-York risquerait de manquer de charbon, les réserves ayant été sérieusement entamées depuis le commencement de la vague de froid.

## ITALIE

### QUE PREPARE LE « DUCE » ?

La décision du gouvernement fasciste de convoquer de nouvelles élections à une date relativement rapprochée a provoqué dans l'opinion une grande surprise et de nombreux commentaires.

On se demande ce qui a bien pu germer dans l'esprit du dictateur et les éléments d'opposition s'inquiètent.

Le journal socialiste « l'Avanti » écrit à ce sujet :

« De plusieurs régions, arrivent des nouvelles de préparatifs et de mouvements qui sont certainement destinés à mobiliser des hommes et des armes. Le mouvement est signalé notamment dans l'Emilie, dans l'Ombrie et dans la Toscane.

« A ce mouvement travaillent avec un soin spécial De Bono et Balbo, qui sont, en fait, les chefs de la milice, et Giunia.

« Quel est le coup qu'on prépare ? On ne peut pas le dire avec précision, mais les informations que nous donnons ci-dessus sont exactes. »

Mussolini est l'homme aux coups de théâtre. Il sent l'opposition grossir et il ne s'arrêtera devant rien pour consolider son pouvoir. Allons-nous assister, à la faveur d'élections préparées par le gouvernement, à une recrudescence de terreur et d'assassinats. Quelques crimes de plus ne feront pas hésiter le Duce, et si l'on nous dit que De Bono et Balbo activent les préparatifs, l'on a tout à craindre des événements qui peuvent surgir.

### DE NOUVELLES ELECTIONS EN AVRIL ?

La « Tribuna » confirme que la Chambre qui doit examiner le 3 janvier le projet de réforme électorale, sera dissoute peu après. Les élections se feraient en avril ou en mai.

L'opposition de l'« Aventin » ayant voté un ordre du jour déclarant qu'elle ne pouvait permettre au gouvernement fasciste de présider aux prochaines élections, le « Popolo d'Italia » affirme ce soir, en gros caractères : « Les nouvelles élections auront lieu sous le gouvernement Mussolini. »

## MAROC

### LES ANGLAIS ONT-ILS ENVOYE DES TROUPES A TANGER ?

Hier matin l'agence télégraphique « Central News » annonçait que les destroyers anglais « Tourmalin » et « Splendid », ayant à bord 300 officiers et hommes de troupe, étaient partis à destination de Tanger afin de protéger la ville contre une attaque possible des rebelles.

Bien que cette annonce ait été démentie

par certains journaux, au Foreign Office on se refuse à faire la moindre déclaration au sujet de ces informations.

Le silence du Foreign Office est significatif. L'envoi de troupes anglaises à Tanger marquerait un signe d'hostilité à l'égard des Riffains et menacerait de compliquer la situation déjà trouble du Maroc.

Si l'Angleterre prend position, la France qui est déjà sur place ne manquera pas de faire de même, et malgré les dénégations du gouvernement français, ce serait une guerre coloniale de grande envergure qui commencerait.

L'indigène marocain n'a pas besoin des pacificateurs européens. Il ne demande qu'à être tranquille chez lui, et ni la France, ni l'Espagne, ni l'Angleterre n'ont à envoyer un soldat dans ce pays qu'ils veulent accaparer.

## ALLEMAGNE

### GRANDS DEMANDE LA REVISION DE SON PROCES

Berlin, 22 décembre. — Grans, le complice de Haarmann, qui fut en même temps que lui condamné à mort par le tribunal de Hanovre, va demander la révision de son procès.

### UNE JEUNE FILLE

#### TUE SA BELLE-MERE A COUPS DE HACHE

Berlin, 22 décembre. — Dans un quartier du Nord de Berlin, une jeune femme a tué sa belle-mère à coups de hache, puis a essayé de se suicider, mais ses voisins purent l'en empêcher.

Dans un lettre adressée à la police, elle avait déclaré avoir assassiné sa belle-mère parce que celle-ci lui rendait la vie insupportable.

### UNE BAGARRE ENTRE COMMUNISTES ET NATIONALISTES

12 blessés

Dans une petite commune des environs de Berlin, une collision sanglante s'est produite entre jeunes communistes et jeunes nationalistes.

Il y eut de part et d'autre 12 blessés, dont quelques-uns assez grièvement. Trente arrestations ont été opérées par la police.

### MORT DU PROFESSEUR MORGENROTH

Le professeur Julius Morgenroth, un des médecins de plus célèbres d'Allemagne et directeur de l'Institut Koch, vient de mourir à Berlin, âgé de 53 ans. Le professeur Morgenroth était très connu dans le monde des savants à l'étranger, par ses remarquables travaux dans le domaine de chimiothérapie.

## LUXEMBOURG

### AUGMENTATION DE SALAIRES DANS LA METALLURGIE

Les ouvriers de l'Arbed et de la Société Métallurgique des Terres-Rouges ont obtenu une augmentation de salaires de 5 %, allant de 1 franc à 1 fr. 40 par jour. La prime spéciale pour enfants est portée de 40 à 50 francs par enfant et par mois.

Les ouvriers métallurgistes du Luxembourg n'ont pas été divisés par la politique, et c'est pourquoi ils arrivent à des résultats qui ne sont pas à dédaigner par ces temps de vie chère.

## INDES

### UNE BARQUE DE PECHE A LA DERIVE

Une dépêche de Madras annonce que quinze pêcheurs de Chittagong, après avoir vogué à la dérive pendant trente-neuf jours, dans le golfe de Bengale, sont arrivés samedi dans le port de Madras.

Partis de Chittagong le 11 novembre, ils avaient été entraînés par un cyclone, au cours duquel ils perdirent leurs ancrs et leurs bousoles. Lorsqu'ils arrivèrent à Madras, il y avait dix jours qu'ils n'avaient plus de vivres et que leur provision d'eau était épuisée.

## ALBANIE

### FAN NOLI N'A PAS PU SE SAUVER

Les journaux donnent une version différente de la nouvelle annonçant la fuite, à bord d'un vapeur italien, de Mgr Fan Noli,

accompagné de tous ses ministres, pour une destination inconnue.

Cette nouvelle a déjà été démentie par la délégation albanaise.

Selon le *Popolo d'Italia*, le chef du gouvernement albanaise se préparait à la fuite, mais il en aurait été empêché par une bande de rebelles.

D'après les informations de la presse italienne, les bandes commandées par Ahmed Zoghou attendraient des renforts de Gorizia pour assiéger Valona Bouran-Zour, avec les troupes fidèles au gouvernement, auraient opposé aux insurgés une héroïque résistance. Soutari est toujours aux mains des gouvernementaux.

Les chefs insurgés, réunis à El Basan, ont condamné à mort Fan Noli et tous les membres de son cabinet.

## Les conditions de la vie en Lettonie

Les conditions de la vie en Lettonie pendant ces derniers mois ont visiblement empiré et aussi, comme conséquence, la situation économique de la classe ouvrière. Cette dernière, depuis les années de guerre, vit en somme dans une atmosphère de perpétuelle surexcitation.

Quand, à force de lutter, on arrive à améliorer les possibilités de vie, une nouvelle vague de cherté détruit alors les avantages acquis et plonge la masse dans une plus grande misère et une plus grande souffrance.

Bien que les mêmes circonstances se retrouvent dans le monde entier, la classe ouvrière, en Lettonie, se sent plus atteinte par le capitalisme spéculateur que partout ailleurs. Malgré la récolte satisfaisante de cette année, les produits de consommation et surtout les produits des champs, ont atteint un prix tel que certains d'entre eux ne sont devenus abordables que pour la classe capitaliste et le peuple doit se contenter de succédanés. Avant-guerre, le salaire moyen d'un ouvrier était de 34-35 roubles par mois ou plus ; mais, à présent, on compte de trois mille à quatre mille roubles, c'est-à-dire le centuple, tandis que le prix des diverses choses nécessaires à la vie n'a pas centuplé, mais n'a pas augmenté moins de deux cent cinquante fois. Voici, du reste, un petit tableau comparatif qui vous montre approximativement l'évolution du coût de la vie :

1914. — Pour une livre : de pain, 0,03 rouble ; de farine, 0,06 rouble. Pour un sac de pommes de terre, 0,80 rouble ; pour une toise de bois, 9 roubles.

1924. — Pour une livre : de pain, 8 roubles ; de farine, 15 roubles. Pour un sac de pommes de terre, 225 roubles ; pour une toise de bois, 2.400 roubles.

Je n'ai pas mentionné la viande ni le beurre, car ces objets de luxe ne se sont pas vus depuis longtemps sur la table de l'ouvrier.

Plus la situation des travailleurs s'aggrave, plus grandit et prospère la réaction. Les prisons sont pleines. Mais ne crois pas, cher lecteur, que ces malheureux prisonniers se recrutent parmi les voleurs ; non, sont incarcérés les idéalistes, ceux qui rêvent à l'établissement d'une vie meilleure pour l'humanité, ceux qui eurent le courage d'expliquer à la masse les causes des misères dont elle est la victime.

Voilà la vie des ouvriers dans un pays où, en fait, règne la « Social-Démocratie » ! 16 novembre 1924.

(De « Sennachulo » n° 11.)

Traduit de l'espéranto par R. B.

### UN LIVRE A LIRE : Jean MARESTAN

#### L'Education sexuelle

Tous ceux qui désirent se documenter sur la question sexuelle et son hygiène liront ce livre avec intérêt.

En vente à la Librairie Sociale  
Prix : 7 francs ; franco, 7 francs 50  
9, rue Louis-Blanc, Paris (10<sup>e</sup>)  
Chèque postal : Devry 619-33

Achetez tous vos livres et brochures à la Librairie Sociale, la seule sous le contrôle de l'Union Anarchiste.

Georges DELBRUCK

#### Au pays de l'Harmonie

« Beauté, Amour, Harmonie »

Très beau voyage au pays de l'Utopie. Un livre à lire pour se reposer des préoccupations quotidiennes de la vie si laide qui nous entoure.

Prix : 7 fr. 50 ; recommandé : 8 fr. 50.

## Le gaspillage

Quelle folie criminelle et coûteuse du Bloc National d'avoir subventionné Wrangel pour aboutir... à la réception de Krassine à l'Elysée.

M. Philip, sénateur du Gers, rapporteur de l'affaire Wrangel, a établi le bilan de cette opération réactionnaire. Elle a coûté 150 millions, au bas mot, au peuple français.

C'est M. Poincaré qui a jeté ainsi notre argent aux blancs de Russie, alors qu'il amusait les Ladauds avec la légende du bolchevick au couteau dans les dents. Chose fantastique pour un pays parlementaire, cette grosse somme a été dépensée sans que le Parlement soit consulté.

150 millions français jetés aux Vendéens de Russie, alors qu'en France il n'y a pas d'argent pour les mutilés, pour les sinistrés, pour les petits fonctionnaires, pour les œuvres sociales !

Ah ! ce Poincaré, dépensier de l'argent des autres !

## Macabre cargaison

Marseille, 22 décembre. — Le cargo « Zan », portant pavillon anglais, fait actuellement route sur Marseille, venant de Constantinople avec un chargement de 400 tonnes d'ossements dont la moitié seraient des ossements humains ayant appartenu aux victimes des derniers massacres d'Asie-Mineure.

De nombreux ouvriers des quais de Salomon, indignés, veulent s'opposer au départ du cargo, mais le consul britannique et les autorités grecques du port de Salomon interviennent pour calmer les esprits et réussissent à obtenir le départ pour Marseille du « Zan », dont la cargaison macabre serait destinée à l'industrie marseillaise.

## En peu de lignes...

### Sur le pavé

A 2 h. 30, hier matin, rue Saint-Denis, en face son domicile, au n° 50, M. Baptiste Constant, employé de chemins de fer, 45 ans, glisse et se blesse grièvement à la tête en tombant.

Rue Etienne-Marcel, en face le n° 36, M. Adolphe Dufour, 50 ans, infirmier, demeurant 57, rue Letord, frappé de congestion, s'effaie. Son état est grave.

### Le facteur visitait les plis

De nombreux plis chargés disparaissent depuis quelque temps au bureau de poste de Puteaux. Le facteur Armand Lebel, 53 ans, demeurant rue Monge, a été arrêté. Il a avoué avoir fait des détournements depuis six mois.

### Attaque nocturne

MM. Arthur Ruzé, 43 ans, rue Gentil, et Delaunay, 45 ans, rue de Bezons, tous deux habitant Colombes, ont été attaqués, l'autre nuit, à Nanterre, par René Malcuy, 18 ans, charretier, rue de Sartrouville ; François Weiss, 17 ans, maçon, même rue ; Henri Depolis, 16 ans, plombier, rue du Bois-Beaudoin ; et Louis Guignard, 23 ans, terrassier, rue de Nanterre. M. Delaunay a été très grièvement blessé.

### Toujours les rixes idiotes entre ouvriers

L'autre nuit, vers 2 heures, une rixe stupide a eu lieu à la sortie d'un débit, 4, rue Pierre-Curie, à Ivry. Désiré Plassiau, 28 ans, tourneur en fer, 8, avenue Procureur, ayant reçu un coup de couteau, sortit de sa poche un revolver et tira sur celui qu'il soupçonnait l'avoir frappé, Georges Boudrier, 29 ans, couvreur, 7, passage Calba, qui, atteint à l'aîne gauche, fut transporté à la Pitié.

Plassiau a été arrêté ainsi que Lucien Dissa, 30 ans, chiffonnier, et Marcel Clément, 19 ans, manoeuvre.

### Les méfaits de l'alcool

Grenoble, 22 décembre. — La nuit dernière, à Vinay, le domestique agricole Oublier, âgé de 20 ans, accompagnait un camarade demeurant au hameau de La Blache lorsqu'il s'aperçut qu'il était suivi par un individu titubant, armé d'un fusil de chasse. Ce dernier s'arrêta tout à coup et déchargea son arme sur les deux jeunes gens. Oublier s'effaie ensanglanté. N'ayant pas été atteint, son camarade courut chercher du secours.

L'état d'Oublier est grave.

### Exploit de « chaufleur »

Rouen, 22 décembre. — L'employé de chemin de fer Jean Gilbert regagnait son domicile lorsqu'il fut renversé, au pont de

blessé, le malheureux a succombé peu après. L'automobiliste s'est enfui.

### Des coups de revolver

Rue de la Garenne, à Nanterre, l'autre soir, vers 11 heures, devant un débit, Henri Huret, 21 ans, chiffonnier demeurant même rue, en état d'ivresse, a tiré un coup de revolver sur le débitant, M. Vaune.

Le fils de celui-ci, René, 17 ans, qui était à l'intérieur, a riposté par un coup de feu qui blessa Huret au cou.

Celui-ci est à l'hôpital, et le jeune Vaune, arrêté.

### Une mort suspecte

On trouve morte chez elle, 29, rue de l'Eglise, à Vincennes, Mme Lefèvre, 21 ans, qui semble avoir succombé à des manœuvres abortives.

C'est un crime de plus à la charge de la maternité libre par les moyens société qui ne veut pas laisser s'installer la maternité libre par les moyens préventifs et l'avortement légal qui permettrait aux femmes de ne plus s'assassiner en se torturant à l'aveuglette.

### Un homme agonisant dans le parc de Versailles

Près du canal, dans le parc de Versailles, on découvre, agonisant, un homme d'environ 25 ans la tempe droite trouée d'une balle de revolver. On n'a pas pu connaître son identité.

### Vol de fils télégraphiques

Marseille, 22 décembre. — Plusieurs milliers de kilos de fils télégraphiques en cuivre et en laiton, représentant une somme importante, ont été dérobés à l'Administration des Postes de Toulon. Un brocanteur et une autre personne sont arrêtés.

### Brûlée vive

Clermont-Ferrand, 22 décembre. — Prise de faiblesse, Mme Berfard, 68 ans, tombe dans son foyer. La malheureuse a péri carbonisée.

### PARIS ET BANLIEUE

— Ayant bu, Paul Genaud, 31 ans, et Jean Richard, 36 ans, fumistes, 36, rue de Gergovie, se battent à coups de bouteille. Genaud sort un revolver, tire à trois reprises sur son adversaire et le manque.

— Un commencement d'incendie, rapidement éteint, se déclare à, passage de la Main-d'Or, dans une fabrique de papiers peints, 5.000 francs de dégâts.

— Mme Coullard 64 ans, demeurant 15, rue du Four, à Saint-Maur-des-Fossés, tombe dans l'escalier de sa maison et se tue.

### DEPARTEMENTS

— Le feu prend, à Marseille, dans la cale du vapeur *Gouverneur-Général-Laferrère* et détruit la cargaison.

— Près d'Empalot (Haute-Garonne), le jeune Salomon, 17 ans, est blessé d'un coup de fusil par le chasseur Rouquet, auquel il avait jeté des pierres.

## LEURS DI IDENDES

— Près de la gare La Chapelle, à Geneste (Haute-Loire), Jean-Marie Brunel, 16 ans, domestique à Coumanges, a été écrasé par le char à bœufs qu'il conduisait et est mort peu après.

— Une vieille servante de 76 ans, Mlle Marie Lesage, tombe à travers un vitrage en faisant le nettoyage, pendant l'absence de ses patrons. Couverte de blessures, elle se traîne pendant quatre jours, sans pouvoir appeler du secours.

On la retrouve morte sous un lit.

— Dans une champignonnière, rue d'Arqueuil, à Malakoff, l'Italien Bernardo Zapila, 24 ans, tombe d'une hauteur de 9 mètres sur un brasero installé au fond d'une galerie. Le bras gauche sectionné, l'état du malheureux est grave.

— M. Léon Lainé, 49 ans, manoeuvre, 89, rue des Callots, à Montreuil, passait place de la Nation. Il fut renversé et tué sur le coup par un camion automobile.

La malheureuse victime laisse une veuve et six enfants.

— Au cours de son travail Denis Cordeau, 56 ans, rue Nationale, 166, tombe frappé d'une congestion.

— Le manoeuvre Jean Guillaumond, âgé de 54 ans, qui travaillait dans une usine de Firminy, a été mortellement blessé par un lingot de 10.000 kilos qui s'est soudainement détaché de l'arbre d'un grue.

En gare d'Oissel, l'employé de chemin de fer Roger Caron a été happé par un rapide se dirigeant vers le Havre. Le malheureux a succombé.

sur lui-même en apercevant l'évêque, qu'il salua très noblement.

— Votre Grandeur a été presque prophète, dit-il d'une voix charmante, et je tâcherai qu'elle le soit tout à fait. Je m'estime heureux d'être venu ce soir ici, puisque je puis vous présenter mes respects.

Lucien entraîna monseigneur dans une conversation qui dura dix minutes. Toutes les femmes regardaient Lucien comme un phénomène. Son impertinence inattendue avait laissé madame du Châtelet sans voix ni réponse. En voyant Lucien l'objet de l'admiration de toutes les femmes, en suivant de groupe en groupe, le rêlé que chacune se faisait, à l'oreille, des phrases échangées, on comprenait l'effet que produisait en ayant l'air de la dédaigner, elle fut pincée au cœur par une contraction d'amour-propre.

— S'il ne venait pas à la préfecture, après cette phrase, quel scandale ! pensa-t-elle. D'où lui vient cette fierté ? Mademoiselle des Touches serait-elle éprise de lui ?... Il est si beau ! On dit qu'elle a couru chez lui, à Paris, le lendemain de la mort de l'actrice !... Peut-être est-il venu sauver son beau-frère, et s'est-il trouvé derrière notre calèche, à Mansle, par un accident de voyage. Ce matin-là, Lucien nous a singulièrement loisés. Sixte et moi.

Ce fut une myriade de pensées, et, malheureusement pour Louise, elle s'y laissait aller en regardant Lucien, qui causait avec l'évêque comme s'il eût été le roi du salon ; il ne saluait personne et attendait qu'on vint à lui, promenant son regard avec une variété d'expression, avec une aisance digne de M. de Marsay, son modèle.

Il ne quitta pas le prélat pour aller saluer M. de Senonches, qui se fit voir à peu de distance.

(A suivre)

FEUILLETON DU LIBERTAIRE DU 23 DECEMBRE 1924. — N° 179.

# Illusions perdues

par Honoré de Balzac

TROISIEME PARTIE

## Les souffrances de l'inventeur

Mais épiions bien ce soir ce qui se passera chez madame de Senonches entre Lucien et madame la comtesse du Châtelet, car tout est là... Si Lucien espère réussir par la préfète, je tiens David.

— Vous serez, je crois, garde des sceaux, dit Coïnet.

— Et pourquoi pas ? M. de Peyronnet l'est bien ! dit Petit-Claud, qui n'avait pas encore tout à fait dépeuplé la peau du libéral.

L'état douteux de mademoiselle de la Haye lui valut la présence de la plupart des nobles d'Angoulême à la signature de son contrat. La pauvreté de ce futur ménage marié sans corbeille avait l'intérêt que le monde aime à témoigner ; car il en est de la bienfaisance comme des triomphes : on aime une charité qui satisfait l'amour-propre. Aussi la marquise de Pimentel, la comtesse du Châtelet, M. de Senonches et deux ou trois habitués de la maison firent-ils à Françoise quelques cadeaux dont on parlait beaucoup en ville. Ces jolies bagatelles réunies au trousseau préparé depuis un an par Zéphirine, aux bijoux du parrain et aux présents d'usage du marié, consolè-

rent Françoise et piquèrent la curiosité de plusieurs mères, qui amenèrent leurs filles. Petit-Claud et Coïnet avaient déjà remarqué que les nobles d'Angoulême les toléraient l'un et l'autre dans leur Olympe comme une nécessité ; l'un était le régisseur de la fortune, le subrogé tuteur de Françoise ; l'autre était indispensable à la signature du contrat comme le parrain à une exécution ; mais, le lendemain de son mariage, si madame Petit-Claud conservait le droit de venir chez sa marraine, le mari s'y voyait difficilement admis, et il se promettait bien de s'imposer à ce monde orgueilleux. Rougissant de ses obscurs parents, l'avoué fit rester sa mère à Mansle, où elle s'était retirée, il la pria de se dire malade et de lui donner son consentement par écrit. Assez humilié de se voir sans parents, sans protecteurs, sans signature de son côté, Petit-Claud se trouvait donc très heureux de présenter dans l'homme célèbre un ami acceptable, et que la comtesse désirait revoir. Aussi vint-il prendre Lucien en voiture. Pour cette mémorable soirée, le poète avait fait une toilette qui devait lui donner, sans conteste, une supériorité sur

tous les hommes. Madame de Senonches avait, d'ailleurs, annoncé le héros du moment, et l'entrevue de deux amis brouillés était une de ces scènes dont on est particulièrement friand en province. Lucien était passé à l'état de lion, on le disait si beau, si changé, si merveilleux, que les femmes de l'Angoulême noble avaient toutes une velléité de le revoir. Suivant la mode de cette époque à laquelle on doit la transition de l'ancienne culotte de bal aux ignobles pantalons actuels, il avait mis un pantalon noir collant. Les hommes désignaient encore leurs formes, au grand désespoir des gens maigres ou mal faits ; et celles de Lucien étaient apolloniennes. Ses bas de soie gris à jour, ses petites souliers, son gilet de satin noir, sa cravate, tout fut superbement tiré, coiffé pour ainsi dire sur lui. Sa blonde et abondante chevelure frisée faisait valoir son front blanc, autour duquel les boucles se révélèrent avec une grâce cherchée. Ses yeux, pleins d'orgueil, étincelaient. Ses petites mains de femme, belles sous le gant, ne devaient pas se laisser voir dégingandées. Il copia son maintien sur celui de de Marsay, le fameux dandy parisien, en tenant d'une main sa canne et son chapeau qu'il ne quitta pas, et il se servit de l'autre pour faire des gestes rares à l'aide desquels il commenta ses phrases. Lucien aurait bien voulu se glisser dans le salon, à la manière de ces gens célèbres qui, par une fausse modestie, se baissent raient sous la porte Saint-Denis. Mais Petit-Claud, qui n'avait qu'un ami, en abusait. Ce fut presque pompeusement qu'il amena Lucien jusqu'à madame de Senonches au milieu de la soirée. A son passage, le poète entendit des murmures qui jadis lui eussent fait perdre la tête, et qui le trouvèrent froid, il était sûr de valoir, à lui seul, tout l'Olympe d'Angoulême.

— Madame, dit-il à madame de Senonches, j'ai déjà tâté mon ami Petit-Claud, qui est de l'étoffe dont on fait les gardes des sceaux, d'avoir le bonheur de vous appartenir, quelque faibles que soient les liens entre une marraine et sa filleule. (Ce fut dit d'un air épigrammatique très bien senti par toutes les femmes, qui écoutaient sans en avoir l'air.) Mais, pour mon compte, je bénis une circonstance qui me permet de vous offrir mes hommages.

Ce fut dit sans ambages et dans une pose de grand seigneur en visite chez de petites gens. Lucien écouta la réponse enrouillée que lui fit Zéphirine, en jetant un regard de circumnavigation dans le salon, afin d'y préparer ses effets. Aussi put-il saluer avec grâce et en nuancant ses sourires Francis du Hautboy et le préfet, qui le saluèrent ; puis il vint enfin à madame du Châtelet en feignant de l'apercevoir. Cette rencontre était si bien l'événement de la soirée, que le contrat de mariage où les gens marquants allaient mettre leur signature, conduits dans la chambre à coucher soit par le notaire, soit par Françoise, fut oublié. Lucien fit quelques pas vers Louise de Nègrepelisse ; et, avec cette grâce parisienne pour elle à l'état de souvenir depuis son arrivée, il lui dit assez haut :

— Est-ce à vous, madame, que je dois l'invitation qui me procure le plaisir de dîner après-demain à la préfecture ?

— Vous ne la devez monsieur, qu'à votre gloire, répondit sèchement Louise, un peu choquée de la tournure agressive de la phrase, méditée par Lucien pour blesser l'orgueil de son ancienne protectrice.

— Ah ! madame la comtesse, dit Lucien d'un air à la fois fin et fat, il m'est impossible de vous amener l'homme s'il est dans votre disgrâce.

Et, sans attendre de réponse, il tourna



# L'Action et la Pensée des Travailleurs

## Pourquoi je donne ma démission de la C.G.T.U.

### LETTERE OUVERTE AUX SYNDIQUES

Je sais la gravité de l'acte que j'accomplis, en ayant envisagé toutes les conséquences. Je cède aux obligations de ma conscience qui l'emportent définitivement sur tous autres scrupules ayant jusqu'alors motivé mes hésitations.

Je donne ma démission de délégué syndical du Magasin Central Automobile d'Issy-les-Moulineaux, ainsi que de membre de la C.G.T.U.

Ces deux résolutions n'étaient pas fatalement inhérentes l'une et l'autre, mais elles se complètent en mon esprit selon les vérités individuelles qui m'animent.

Que l'on ne s'y trompe pas ! En quittant la C.G.T.U., je n'abandonne aucun de mes principes : syndicalistes, mes conceptions révolutionnaires seront à l'avenir ce qu'elles furent dans le passé ; je ne reconnais maintenant ni mérites, ni qualités à des gens que je méprisais ou condamnais naguère.

Je continuerai de combattre l'injustice et la tyrannie chaque fois que j'en aurai la capacité et le pouvoir. Mon geste n'est, ni un reniement, ni une désertion. J'affirme ne jamais tenter un essai de division au profit d'une autre organisation, étant fermement résolue à conserver mon indépendance absolue, tant que les détracteurs du syndicalisme ne seront pas au pilori, tant que les combats absurdes et criminels entre les prolétaires ne connaîtront pas de paix suprême.

Je me sépare des fanatiques, de tous les fanatiques.

Je ne suis pas une croyante du sectarisme, et je confonds dans un égal dédain les entraîneurs d'hommes, les moniteurs de cerveaux de toutes les tendances qui, pour assurer le triomphe de leurs basses ambitions, se prostituent au mensonge et à la délation.

Depuis la rouge nuit du 11 janvier, depuis l'indéfinissable honte, le dégoût me submergeait. Pourtant il restait, tenace, malgré les déceptions toujours renouvelées, l'espoir que le sang versé renouvellerait les âmes, et que les mains se tendraient respectueuses au-dessus des tombeaux.

Hélas ! les rançunes se sont accumulées autour des cadavres.

Les journaux ouvriers sont noircis d'injures, de mutuels encouragements à la haine. Chaque jour, de nouveaux flots d'injures affleurent lentement les plus nobles sentiments : la furie des vagues haineuses, sans cesse, élargit la brèche.

Je considère de mon devoir de ne pas me rendre plus longtemps complice des turpitudes cachées sous des formules tonitruantes et stériles.

Enseigné-je fait de ces cruelles constatations, il m'incombait néanmoins l'obligation morale d'abandonner ma tâche de déléguée.

J'ai fait face aux trimades, je suis prête encore à dévier les persécutions, mais je succombe devant la méchanceté et l'hypocrisie de mes semblables.

La fraternité, la solidarité, au Magasin Central Automobile sont d'imbéciles utopies. L'idéalisme d'une minorité est accueilli par les ironies, les sarcasmes et la calomnie des pleutres.

J'ai vu des hommes et des femmes dénoncer et salir leurs camarades pour assouvir le ne peut concevoir quel malin plaisir. L'indulgence et le pardon sont bafoués par l'effroyable besoin de vengeance.

Le syndicat est assimilé à un champ de courses, la cotisation est la mise que l'on cesse d'exposer dès que le rapport n'est plus conforme au désir, et le rôle de book-maker me répugne.

Je vais certainement chagriner de bons, de sincères camarades.

A ceux-là, je demande seulement d'avoir foi en ma promesse de reprendre ma place à leurs côtés dès que luira l'aurore de la Réconciliation.

Fernande MAURY.

## Dans le S.U.B.

Serrurerie et Construction Métallique. — Ce soir, à 18 heures, bureau 13, 4<sup>e</sup> étage, Conseil élargi. Tous les militants, devant la situation qui nous est faite, se feront un devoir d'être présents. L'ordre du jour étant très chargé, les camarades devront être présents à l'heure indiquée.

Note importante. — Tous les militants du S. U. B. voulant défendre leur organisation devant les attaques de ses adversaires se feront un devoir d'être présents à la réunion qui aura lieu demain mercredi 24, à 18 heures, bureau 13, 4<sup>e</sup> étage.

Nous ne doutons pas que les camarades serruriers soient nombreux à cette réunion.

Plombiers-Couvreurs, Plombiers-Posesurs et Aides. — Tous les camarades sont invités à assister à la réunion de la section, qui aura lieu ce soir 23 décembre, à 18 heures, salle Bondy, Bourse du Travail.

La situation syndicale y sera envisagée, ainsi que la nomination de délégués de chantiers ou de maisons, susceptibles d'apporter leur point de vue aux réunions du

Conseil syndical, ainsi que leur appoint pour la réorganisation de la Section technique.

Peintres. — Réunion du Conseil, ce soir mardi, à 18 heures, bureau 13, 4<sup>e</sup> étage, Bourse du Travail.

Chez les Peintres. — Ordre du jour de la séance du 18 décembre 1924.

Vu les accusations mensongères portées contre deux membres de la Chambre syndicale, les camarades Bouchonnet et Petit, par les dissidents communistes, à propos d'un retrait d'argent à effectuer à l'Union des Syndicats de la Seine, les camarades réunis en Assemblée générale le 18 décembre 1924, protestent énergiquement contre de telles calomnies, disent que les camarades Bouchonnet et Petit avaient été régulièrement mandatés par le Conseil d'administration pour ce retrait de fonds, que ces accusations ayant pour but de salir et de discréditer deux militants et dans un but intéressé. Reconnaissons les camarades Bouchonnet et Petit comme de bons militants, font fi des accusations portées contre ces deux camarades et donnent leur entière confiance à Bouchonnet et à Petit.

Conclusions du conflit de la Coopérative l'Essor. — La Commission des conflits, composée des camarades Chaput, Dumortier, Vinet et Kiouane, n'étant attachés ni de loin, ni de près et n'ayant jamais travaillé à l'Essor, tirent les conclusions suivantes :

Attendu que les accusations portées contre la Coopérative l'Essor ne se trouvant pas fondées, la Section des Peintres continue comme par le passé à lui faire confiance, réprobat les médisances et les calomnies qui n'avaient pour but que la désorganisation et la discorde et qui cherchaient surtout à jeter le discrédit sur les camarades en vue dans notre organisation.

La Commission des Conflits.

## Les sales boîtes

Une lettre  
Camarade,

Dulud et le camarade qui ont été enquêter chez le fabricant Bouley, 16, rue des Immeubles-Industriels, lui disant ses vérités en recollant ses journaux, peuvent être contents quant aux résultats de leurs démarches. Après le premier article du 29 novembre, l'exploiteur enleva son enseignement. Le deuxième article, du 3 décembre, a porté ses fruits. Toutes les ouvrières se sont solidarisées l'après-midi avec les victimes du singe, depuis quelques jours la boîte est déserte, l'index ainsi appliqué.

Fraternellement.

P. B.

## Le travail c'est la liberté... ???

Une de nos camarades en quête de travail se présente chez un restaurateur : Bramet, 230, faubourg Saint-Martin. Le patron, qui ne doit vraiment pas avoir connaissance de la lutte ouvrière qui a lieu tous les jours, propose à notre ouvrière 180 francs par mois avec la nourriture en plus, le travail devant être pris de 7 heures du matin à 10 heures du soir.

A l'étonnement de notre camarade devant ce culot, le patron rétorqua : « Oh ! mais, si vous n'acceptez pas, il y en aura d'autres ». On doute parfois qu'il y ait une classe ouvrière organisée.

Ça ne fait rien, il y en a qui ont dit : « Le travail c'est... »

## Aux Etablissements Armand Uriot

L'entrepreneur en bâtiments, Armand Uriot, à Dieuze, petite ville en Moselle, exploite honteusement ses ouvriers. Magons et charpentiers font 10 heures et plus en été, pour un salaire de 2 fr. 40 à 2 fr. 50 l'heure. C'est l'exploiteur, qui dans toute la région, tient le moins compte des tarifs. Aussi les ouvriers conscients ont quitté les chantiers.

Malheureusement, deux ou trois ouvriers se désolidarisent de leurs camarades et continuent à travailler pour ce salaire de famine.

## Les lois ouvrières dans la Coiffure

Les représentants de la chambre syndicale patronale des coiffeurs de Paris, du syndicat confédéré des ouvriers coiffeurs de Paris, de la chambre syndicale ouvrière et du syndicat autonome des ouvriers coiffeurs, ont été reçus aujourd'hui par M. Justin Godard, ministre du travail, à qui ils ont formulé différentes revendications concernant le repos hebdomadaire, la journée de huit heures et la fermeture hebdomadaire des magasins.

M. Justin Godard a assuré les délégués qu'il hâterait la promulgation des règlements élaborés après accord entre organisations patronales et ouvrières, tendant à répartir les heures de présence du personnel des salons de coiffure de façon à assurer aux ouvriers un repos du dimanche 13 heures au mardi matin.

Il a en outre donné l'assurance aux délégués qu'il renouvellerait ses instructions pour assurer l'exacte observation des lois, décrets et arrêtés relatifs aux heures de travail, au repos hebdomadaire et à la fermeture hebdomadaire des magasins.

## Le Bloc des Gauches à l'œuvre à Romans

Depuis la prise du pouvoir Herriot et consorts, ce ne sont qu'expulsions et brimades envers les ouvriers étrangers.

Non contents de les faire venir en France afin qu'ils puissent crever de faim, les gouvernants, d'accord avec les Primo et Mussolini, se font complices de ceux-ci, et livrent pieds et mains liés ces pauvres camarades étrangers qui demandent tout simplement qu'on leur laisse la paix.

Ici, à Romans, à l'instar des grandes villes, un de nos camarades a été enfermé une nuit au Salon municipal, qui n'a rien à envier aux taudis de Clairvaux et d'ailleurs, pour le seul fait d'avoir fait la grève, comme la plupart de ses copains, tout dernièrement.

On ne tint pas compte de sa campagne qui ne voyait pas revenir le père que l'enfant attendait à la maison. Rien de tout cela n'arriva à attendre notre commissaire de police.

Ajoutons que notre compagnon fut relâché le lendemain matin à dix heures.

Si après ce fait qui s'ajoute à toutes les misères faites à la classe ouvrière, vous n'y voyez pas clair, vous qui les avez installés sur le piédestal, c'est que vous avez le crâne bourré pour toujours !

Mieux vaut cette persécution, car malgré tout ce que l'on peut vous dire, rien n'y fait, vous comprendrez et vous vous rendrez compte que sous n'importe quel Bloc, vous subirez l'injustice et la répression.

E. TEVENAT.

## Procédés communistes

Il a existé, à Cotte, jusqu'à la fin 1913, trois organisations syndicales adhérant à la Fédération Nationale des Travailleurs du Tonneau : c'étaient : le Syndicat des Ouvriers Soutireurs, le Syndicat des Ouvriers Foudriers et le Syndicat des Ouvriers Tonneliers.

Au cours de l'année 1919, quelques militants de ces organisations s'appliquèrent, conformément aux décisions des congrès confédéraux et fédéraux, à grouper ces trois syndicats en une seule organisation d'industrie.

Ils réussirent à mettre debout le Syndicat Fédéral du Tonneau qui groupa huit cents camarades, soit la totalité des membres des trois organisations.

Cela marcha très bien jusqu'au jour où les menées communistes se firent sentir en France et eurent pour résultat de désorganiser le syndicalisme, c'est-à-dire jusqu'à la fin 1921.

Dans le but d'obtenir des mandats plus nombreux au cours des divers congrès, les moscovites créèrent à nouveau trois syndicats dans le Tonneau de Cotte.

Depuis, le Syndicat des Ouvriers Soutireurs est parti de la C.G.T.U. en mars 1923 et est entré dans l'Autorité, mais n'a plus de vie et ne cotise pas.

Le Syndicat des Ouvriers Foudriers est inexistant. Quant au Syndicat des Ouvriers Tonneliers, son secrétaire lui-même, le nommé Baptiste Montassé, ne peut montrer sur sa carte unitaire de 1924 que le seul timbre de janvier. Le trésorier n'a pas le temps de faire cotiser.

Voilà ce que les communistes cotoient ont fait du Syndicat d'industrie du Tonneau qui, avant la scission dont ils sont les seuls responsables, était une force indéniable et affrontait sans défaillances les organisations patronales de Cotte.

La plus grande partie des travailleurs du Tonneau a oublié le chemin de la Bourse du Travail qui est aux mains des communistes-unitaires, les mêmes qui, après maintes plates sollicitations et courbettes, ont obtenu de la municipalité radicale une subvention annuelle de 13.000 francs, ainsi qu'une de la préfecture de 1.500 francs.

Pas de collaboration de classes, qu'ils disent !

Or, il arrive que, subissant un chômage sans précédent, divers camarades soutireurs se présentent sur les travaux du port pour être embauchés.

Les cinq syndicats du port, dont les dirigeants unitaires appartiennent au groupe communiste les mettent à l'index, parce que ne montrant pas la carte rouge de la Confédération Générale du Travail Unitaire.

Ils font alors à ces malheureux en quête de travail la proposition d'adhérer au Syndicat du Bâtiment Unitaire, dont le secrétaire, E. Lalande, est aussi secrétaire de la Section communiste ; il est aussi membre de la Commission du travail du Syndicat des Ouvriers en Bois Merrains (sic).

Le soldisant Syndicat du Bâtiment Unitaire de Cotte n'est donc composé que de travailleurs appartenant à toutes autres corporations que celles de l'industrie du bâtiment.

Cela n'a pas empêché, pourtant, la demi-douzaine de communistes qui sont à la tête de ce groupement disparate d'envoyer (sans réunion préalable), au nom du Syndicat du Bâtiment, un ordre du jour blâmant l'attitude des dirigeants de la Fédération du Bâtiment Unitaire.

Si toutes les protestations que la boîte à ordures l'Humanité a montées en perles ont la même valeur et émanent d'organisations aussi pîères que celle de Cotte, les camarades du Bureau de la Fédération du Bâtiment Unitaire peuvent dormir tranquilles.

Le vendredi 28 novembre, le célèbre et encombrant Teulade avait donné rendez-vous à grand renfort d'affiches en français et en italien aux travailleurs de Cotte.

Le soir, il fit son entrée dans une salle vide (la même que les unitaires ont refusée aux camarades Germaine Berton et Chazoff).

Il a parlé pour les banquettes. Malgré cela, l'Humanité du 30 novembre insérait un ordre du jour d'attachement à la C. G. T. U.

Quels bluffeurs !

Paul COLLOT.

## Pour soutenir votre "Libertaire"

## Amis lecteurs abonnez-vous !

## Chambre syndicale des ouvriers typographes et industries similaires

Nice, 4 décembre 1924.  
Au camarade Laura, NICE.

Mon cher Laura,

J'ai quelque peu tardé à te donner réponse à tes lettres des 21 et 30 novembre, parce que le mouvement de grève des typos prenait toutes mes minutes.

Voici les renseignements demandés : L'imprimerie Mathieu n'a été l'objet d'aucune faveur spéciale. Le fait que cette maison avait une partie de son personnel provient de ce que le personnel qui est resté à trahi ses camarades. Sur 30 personnes que comptait la maison, 21 (vingt et une) sont sorties.

M. Mathieu est, avec MM. Ventre, Barma, Frey et Trinchéri et l'Eclair, l'ennemi des ouvriers. De tout temps, M. Mathieu a, de parti pris, combattu nos revendications les plus légitimes, et actuellement il est à la tête du mouvement contre les ouvriers. Il a tenté de me faire arrêter personnellement le lundi 10 novembre, sous prétexte que je tentais le débauchage de son personnel jaune. Le fait s'est passé devant témoins, que je peux présenter quand on voudra.

En ce qui concerne Le Libéré, une délégation de notre Syndicat, faisant également partie de l'Association, s'est présentée chez M. Paccyoloni, président de l'Association, pour protester contre la continuation de l'impression du Libéré à la maison Mathieu, en temps de grève, protestation déjà faite en temps normal par moi, à titre de membre et à titre de secrétaire du Syndicat du Livre de Nice. Tu connais le scandale qui en est sorti, c'est-à-dire la malhonnêteté flagrante de son ancien président, M. Mathieu.

Or, le président Bacchialoni a répondu à cette délégation qu'il fallait que le journal sorte à tout prix et que d'ailleurs Mathieu ou un autre, tous les patrons étaient les mêmes.

Nous estimons, nous, que ce n'est pas précisément exact, et qu'une organisation qui prétend moraliser la ville se doit à elle-même d'être logique et, par conséquent, d'aller se servir ailleurs que chez l'individu qui n'a participé à l'Association que dans un intérêt purement commercial.

Evidemment, il est possible que cela soit plus cher ailleurs, mais si l'autre imprimeur est d'accord avec les ouvriers, j'estime qu'il est préférable de lui donner la clientèle.

Les plaintes que nous aurions à formuler contre M. Mathieu sont nombreuses en ce qui concerne ses rapports avec la classe ouvrière, mais je les résume, sous ma responsabilité personnelle et comme secrétaire général de mon organisation ouvrière du Livre, en disant que M. Mathieu est non pas l'adversaire, mais l'ennemi de l'ouvrier et cela de tout temps. Il n'a jamais eu en vue que son strict intérêt personnel, sans tenir compte des besoins ouvriers, sauf quand ceux-ci le lui imposaient par la force des choses et la puissance de notre organisation.

Le résultat de cet état de choses est que nous allons tenter de monter une coopérative ouvrière d'imprimerie.

Toutefois, je me demande pourquoi le président Bacchialoni continue à faire faire Le Libéré chez M. Mathieu et s'il a l'assentiment du Conseil d'Administration des Libérés ? Dans tous les cas, je voudrais bien connaître les vraies raisons de cet entêtement.

J'espère que la prochaine assemblée générale éclairera cette situation, mais d'ores et déjà, si elle n'y était pas discutée et si on ne donne pas les raisons de la note insérée en tête de la première colonne du numéro du 15 août-septembre 1924 du Libéré, nous ferons, nous, le nécessaire pour que l'Association soit renseignée.

A ton service si tu as besoin d'autres renseignements, et reçois, cher Laura, mes amitiés et une cordiale poignée de mains.

Ton vieux camarade,

FORMICA,

Secrétaire général du Syndicat des Typographes, membre de l'A. des L. de la G. G.

La Madeleine Supérieure, Nice.

## N'oubliez pas la thune mensuelle

## Communiqués syndicaux

Fédération du Bâtiment. — Réunion de la Commission exécutive ce soir mardi, à 20 h. 30 précises, au siège.

Coiffeurs Autonomes. — Assemblée générale extraordinaire aujourd'hui, 23 courant, à 21 h. précises, 31, rue du Château-d'Eau (métro Château-d'Eau).

Ordre du jour très important ; présence indispensable de tous.

Les cotisations et adhésions seront reçues à l'entrée, dès 20 h. 30.

Syndicat International du Chauffage. — Conseil ce soir, à 18 heures, Bourse du Travail, permanence.

Emballleurs. — Ce soir, à 20 h. 30, Bourse du Travail, 5<sup>e</sup> étage, bureau 10, réunion de conseil. Tous présents.

Terrassiers. — Les camarades du Conseil d'administration sont convoqués pour ce soir mardi, à 18 heures, à la permanence.

Nécrologie. — Nous avons la douleur d'apprendre le décès de la mère de notre camarade Frago, secrétaire de notre syndicat.

Nous nous faisons l'interprète de tous les camarades du syndicat pour lui offrir, en cette pénible circonstance, nos sincères condoléances.

Comité Intersyndical de la Seine. — Maison des Syndicats du 15<sup>e</sup>, rue Camborne, 18, le mercredi 24 décembre, grande fête familiale, grand concert suivi de bal de nuit. Rentrée à 20 h. 30 très précises : ouverture des bureaux à 20 heures.

On trouve des cartes au prix de 4 francs : 18 rue Camborne ; 85, rue Mademoiselle (Maison de la Coopérative) ; 11, rue de l'Abbé-Groult, aux « Locataires ».

Jeunesse Syndicaliste des 10<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> arrondissements. — Extraordinairement, la réunion du groupe est portée au vendredi 26 courant.

Causerie par le camarade Ripol sur « l'Organisation syndicaliste ».

Distribution de brochures aux adhérents du groupe : lecture de la correspondance qui est abondante.

L'ordre du jour étant très chargé et important, les camarades sont priés d'arriver à 20 h. 30 précises, 15, rue de Meaux. Présence de tous.

DANS LE S. U. B.

CHARPENTIER EN FER. — Le camarade Marie Henri, dit « Cent-Kilos », est prié de passer voir Toussaint au bureau du S.U.B.

POUR LA BIBLIOTHEQUE. — Nous avisons les camarades que la bibliothèque est ouverte tous les jours, de 17 heures à 18 heures.

## La Vie de l'Union Anarchiste

### COMITE D'INITIATIVE DE L'U. A.

Réunion ce soir mardi, à 20 h. 30. Présence indispensable de tous les délégués. Ordre du jour très chargé.

Comme suite aux décisions du dernier C. I., les camarades du Conseil d'administration de la Librairie Sociale sont priés d'être présents.

www

### Paris et banlieue

Jeunesse Anarchiste. — Demain, 24 décembre, à 20 h. 30, grande fête de propagande suivie d'un bal de nuit.

Une tombola littéraire dont le bénéfice intégral sera versé au « Libertaire », dotée de plus de soixante lots d'une valeur globale de 250 fr., sera tirée à l'issue du concert.

Groupe du 20<sup>e</sup>. — Une collecte, à la fête du Groupe, en faveur des grévistes de Douarnenez, a rapporté 62 fr. 35.

— A cette fête, il a été perdu un portefeuille avec des cartes syndicales. Prière de le réclamer au « Libertaire », 9, rue Louis-Blanc (10<sup>e</sup>).

### Province

Groupe de Croix. — Réunion jeudi 25 décembre, à 16 heures précises.

Causerie par le camarade René : « L'Objection de conscience et la Guerre ».

Après l'exposé, grand débat.

Pour cette causerie de choix, nous invitons les amis des environs.

Communications : arrêt Croix-Blanche pour le car F et Laiterie pour le Mougy. Demander la rue d'Arcole, numéro 1.

## SENNACIECA REVUE

Revue mensuelle, littéraire, scientifique et pédagogique, rédigée entièrement en espéranto.

Dans ses vingt-quatre pages de texte, nous remarquons :

La critique de la Mizerolo, de Georges Eekhout ; Knabino, de Knal Mikalyevsko ; Homa, de Maxime Gorki ; Knut Hamsun, par N. Krasovski ; Oro el hidragro, de Georges Reimann ; La blinda lernejo de patriotismo, de Upton Sinclair, etc., etc.

Sennacieca Revuo est en vente à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10<sup>e</sup>).

## Communications diverses

Groupe d'Etudes et d'Action Sociales de Troyes. — Réunion du Groupe ce soir mardi, à 20 heures très précises.

Les camarades sont priés de venir nombreux à cette réunion. Les frais du meeting en faveur de Saeo et Vanzetti ne sont point réglés ; une somme assez lourde reste due. Allons un effort, camarades, que chacun, dans la mesure de ses moyens, apporte sa contribution.

Les camarades possédant des livres doivent les rendre à cette réunion.

Comité de Défense Sociale. — Ce soir, à 20 h. 30, au local, 60, rue Charlot, réunion de tous les adhérents.

Compte rendu du meeting de vendredi.

Affaires en cours.

Lecture de la correspondance.

Cercle Anarchiste. — Le Cercle invite tous les camarades à la causerie du camarade Froyse, sur « la Formation de la Pensée », ce soir, salle Herminier, 77, boulevard Barbès.

La bibliothèque y fonctionnera, de 20 heures à 21 heures précises.

Aujourd'hui, 2, rue de la Fidélité, à 14 h., séance privée. M. de Jarville : « Les Fausses Ecoutes du Cinéma ». Présentation du film interdit : « Le Dinxmude ». Débat sur « les Responsabilités de la Catastrophe du « Dinxmude ».

— Samedi, 9, rue de la Fidélité, à 14 heures, MM. Noël Garnier et Louis Roubaud : « La Vérité sur les Bagnes d'Enfants : le Scandale des Colonies correctionnelles ». Témoins cités : MM. Pierre Plessis, Loréal, etc. Procès du livre « Alphonse XIII démasqué » ; accusé, M. Blasco Ibañez. Débat avec M. Soriano. « Ou va l'Espagne ».

Secréariat le matin, 38 rue de Moscou (Central 34-23).

### « LE FAUBOURG »

Le numéro de décembre du « Faubourg » (38, rue de Moscou ; prix, 0 fr. 60) vient de paraître.

Au sommaire : Une Atteinte à la Liberté de réunion ; Un Record d'Endurance ; le général de Saint-Julien président ; Pour la Liberté de la Presse parlée ; Les Clubs dans les Départements ; Contre les Agents provocateurs ; etc. Avec le programme complet des séances de décembre, janvier et février.

Le « Faubourg », qui n'est pas mis en vente dans les kiosques, est adressé gratuitement à tous les adhérents.

Maison du Peuple d'Argenteuil. — Demain, 24 décembre, à 20 heures, salle municipale, boulevard Héloise, Argenteuil. Fête du Noël Rouge. Au programme : « M. Yantour » ; chansons et monologues variés par l'Eglantine Argenteuilaise ; grande tombola ; bal de nuit.

Prix d'entrée : 2 francs ; gratuite pour les enfants.

## PETITE CORRESPONDANCE

Les copains qui connaissent du travail sont priés de nous le faire savoir aussitôt, de nombreux copains étant à la recherche de boulot. Ecrire à Robert Dulud, 9, rue Louis-Blanc.

Géo Robert, Ligne de Tarbes. — Comptons sur vous à la fête des Jeunes, demain mercredi.

Plain Meknés. — Ton abonnement se terminait le 30 septembre et se termine, avec les 30 francs, le 15 février.

Camarade Lucien. — Un camarade se tiendra ce soir mardi au métro Saint-Maur, à 20 h. 30, le « Lib. » à la main. — Robert Dulud.

Le camarade du Groupe Universitaire qui a promis un jazz à la Jeunesse Anarchiste est prié de nous confirmer immédiatement s'il peut nous prêter son concours, en nous envoyant un peu ou en nous le faisant savoir au « Libertaire », 9, rue Louis-Blanc, aujourd'hui, avant midi.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : Louis LOUVET

Imprimerie spéciale du Libertaire  
10-12 rue Paul-Lelong, Paris.

## Souscrivez à l'emprunt du "Libertaire"

Pour assurer l'existence de notre quotidien, le Conseil d'administration a décidé de demander à deux mille camarades de souscrire 50 francs, en une ou plusieurs fois.